

By

EW'AG

AVRIL 2025 N° 109

ASSURANCE

5 bonnes pratiques
pour déclarer un sinistre

CYBERSÉCURITÉ

Des données de santé
convoitées

EUROPE

Un cap
vers l'égalité ?

Murielle Renar- Legrand

bâtonnière de l'ordre
des avocats de Martinique et
présidente de la CIB

« LE BARREAU
DE MARTINIQUE
EST JEUNÉ ET
FÉMININ »

DOSSIER
ÉCONOMIE VERTE

ZOOM SUR UNE
GÉNÉRATION ENGAGÉE



AMG

LA CLASSE À L'ÉTAT PUR.

Mercedes-AMG Classe A Compacte.



À partir de

569€/mois*

Premier loyer 7 350€. 60 loyers mensuels de 569€ hors assurance facultative. Montant total dû avec option d'achat finale 51 939,20€.

Pour une opération de location avec option d'achat de 41 900€ sur 61 mois.

Mercedes-Benz Socaumar c/o Autos GM Acajou - Le Lamentin

*Offre de location avec option d'achat pour un véhicule neuf MERCEDES CLASSE AML Line prix remisé de 41900 € valable jusqu'au 30 Avril 2025. Offre réservée aux particuliers. Pour une location avec option d'achat de 41900€ sur 61 mois, avec un premier loyer obligatoire de 7350 € valant apport, suivi de 60 loyers mensuels de 568,57 €, option d'achat finale 10475€, soit un montant total dû sans option d'achat finale de 41464,20 € et un montant total dû avec option finale de 51939,20 € hors assurance facultative. Le coût de l'assurance facultative Décès, Perte totale et Irréversible d'Autonomie, Maladie-Accident souscrite auprès de Cardif Assurances Vie et Cardif Assurances Risques divers est de 39,39 € par mois et s'ajoute au montant du loyer ci-dessus. Le coût total de l'assurance est de 2363,40 €. Sous réserve d'étude et d'acceptation par Crédit Moderne Antilles-Guyane SA au capital de 18 727 232€ - Siège social : Immeuble Le Semaphore, ZAC Houëlbourg Sud II, ZI de Jarry, rue René RABAT, 97122 Baie-Mahault - RCS Pointe-à-Pitre 341 891 653. N° ORIAS 07 027 944 (www.orias.fr). Vous disposez d'un droit de rétractation. Conditions en vigueur au 21/03/2019. Vous pouvez vous opposer sans frais à l'utilisation de vos données personnelles à des fins de prospection, en vous adressant au service consommateurs Crédit Moderne Antilles-Guyane Immeuble Blandin ZI les Mangliers Acajou 97232 Lamentin. Téléphone : 0810 16 16 16. Publicité diffusée par SOCAUMAR en qualité d'intermédiaire en opération de banque et services de paiement non exclusif de Crédit Moderne Antilles-Guyane. Cet intermédiaire apporte son concours à la réalisation d'opérations de crédit sans agir en qualité de Prêteur. SOCAUMAR : C/o Autos GM Acajou Le Lamentin. Visuel non contractuel. Sous réserve d'erreurs typographiques. Voir conditions en concession. Modèle présenté : Mercedes-AMG Classe A 35 45MATIC - Conso mixte : 8,3l/100 km. CO2 : 189g/km.



UN CRÉDIT VOUS ENGAGE ET DOIT ÊTRE REMBOURSÉ. VÉRIFIEZ VOS CAPACITÉS DE REMBOURSEMENT AVANT DE VOUS ENGAGER.

Au quotidien, prenez les transports en commun #SeDéplacerMoinsPolluer.

Battre la chamade

« [...] il faudra des réformes, des choix, du courage », a déclaré, l'air grave, Emmanuel Macron, lors de l'adresse aux Français du 5 mars dernier. À l'heure où le réarmement de la France annonce les soubresauts du passage à une économie de guerre, une nouvelle ère se dessine sous nos yeux. L'Europe est sur ses gardes, craignant l'explosion.

La rédaction a fait le choix d'écrire un autre scénario, en braquant son regard sur un avenir plus radieux. À contre-courant de l'actualité, notre dossier interroge les choix et le courage d'une génération engagée pour la protection de l'environnement. Un choix assumé, bien au-delà de simples responsabilités professionnelles ; un engagement chevillé au corps et le courage, parfois, de défendre leurs positions contre les plus réticents.

Les choix, l'engagement et le courage sont aussi ceux du réalisateur Nelson Foix, pour qui la route a été longue pour faire de son court métrage Ti moun aw, le sensationnel Zion. C'est le cœur battant que l'on a suivi la folle épopée de Chris, et que nous vous avons tendu le micro à l'issue de la projection.

La philosophe Cynthia Fleury, invitée en radio, le 25 mars dernier, à l'occasion de la première édition des rencontres philosophiques organisées dans plusieurs lycées, aux Antilles et en Guyane, répondait à la question de la place de l'humain à notre époque. Une place centrale, mais fragilisée par les bouleversements de notre société où, « chacun se regarde en train de faire plutôt que de se dire qu'est-ce que ma vie ? ». Face à ce constat, la philosophie « qui se loge dans cette différence entre le simulacre, le réel, la réalité sociale, tout à coup, fait advenir des nouveaux possibles en libérant l'aptitude à penser des hommes ».

Faire advenir de nouveaux possibles... Ici et maintenant.

Mathieu Rached et Floriane Jean-Gilles

Rédacteurs en chef

Guadeloupe Martinique Guyane



L'avant
première de
ZION

édito

Les magazines **KaruMag**, **GuyaMag**, **MadinMag** et **SoualiMag** sont édités par le groupe EWAG.

Consultez tous nos magazines sur www.ewag.fr
Pour nous envoyer un mail : prenomnom@ewag.fr

Directeur de publication
Laurent Nesty

Directrice de la diffusion
Audrey Barty

Directrice de la stratégie commerciale
Aurélie Bancet (0690 37 54 82)

Directeur du développement
Luciano Sainte-Rose (0696 07 62 64)

Directeur Guyane
Mathieu Delmer (0694 26 55 61)

RÉDACTION
Rédacteurs en chef
Mathieu Rached – Floriane Jean-Gilles

Coordination
Amandine Sauvage (0690 68 34 49)

Rédacteurs
Adeline Louault - Alix Delmas
Colette Coursaget - Laetitia Juraver
Laurie-Anne Antoine
Marie Ozier-Lafontaine
Sarah Balay - Sandrine Chopot
Thomas Thurar

Secrétaire de rédaction
Chantal Bigay

Photographes
Jean-Albert Coopmann
Lou Denim - Mathieu Delmer

Photo couverture
Jean-Albert Coopmann

Design graphique
Gwénaél Tilly (0690 65 23 97)
Jessica Schwaller (0696 74 00 22)

AGENCES
Martinique
Émilie Valérius (0696 81 60 43)
Luciano Sainte-Rose (0696 07 62 64)

Guadeloupe
Audrey Béral (0690 27 82 22)
Aurélie Bancet (0690 37 54 82)

Assistante commerciale
Christiana Fidelin (0691 28 12 40)

Guyane
Mathieu Delmer (0694 26 55 61)

DIFFUSION
Brand content manager
Anouck Talban

Cheffe de projet contenu & social media manager
Léo Vignocan (0696 28 75 26)

Community manager (alternance)
Noémie Marlet

VIDÉO
Directeur du pôle vidéo
Robin Lelièvre (0690 34 90 01)

JRI
Alice Colmerauer (0690 30 84 30)
Sariatha Boulard

DISTRIBUTION
Guyamag : Iguanacom (0694 26 55 61)
Karumag : BD Locations (0690 80 15 99)
Madinmag : M.C.P. (0696 78 36 58)

© EWAG - La reproduction, même partielle, des articles et illustrations publiés dans ce magazine est interdite. EWAG décline toute responsabilité pour les documents remis.

Ce magazine est imprimé aux Antilles-Guyane, imprimeur certifié PEFC, sur papier issu de forêts gérées durablement. Ouvrage imprimé à 100% avec des encres respectueuses de l'environnement et conforme à la norme imprim'vert.



EWAG GUADELOUPE - SIÈGE
Rue H.Becquerel - BP2174
97195 Jarry Cedex
0590 41 91 33

EWAG GUYANE
5 Chemin Grant
Lotissement Montjoyeux
97300 Cayenne
0694 26 55 61

EWAG MARTINIQUE
Immeuble Périé Médical, 22 Rue Ernest
Hemingway, ZAC Etang Z'abricot,
97200 Fort-de-France
0596 30 14 14

Elles ont contribué à ce numéro



Emilie Valérius
Directrice commerciale



Noémie Marlet
Alternante / Community management & création de contenu



Marie Ozier-Lafontaine
Rédactrice

Vous recherchez un **talent** ?

Vous recherchez un **emploi** ?

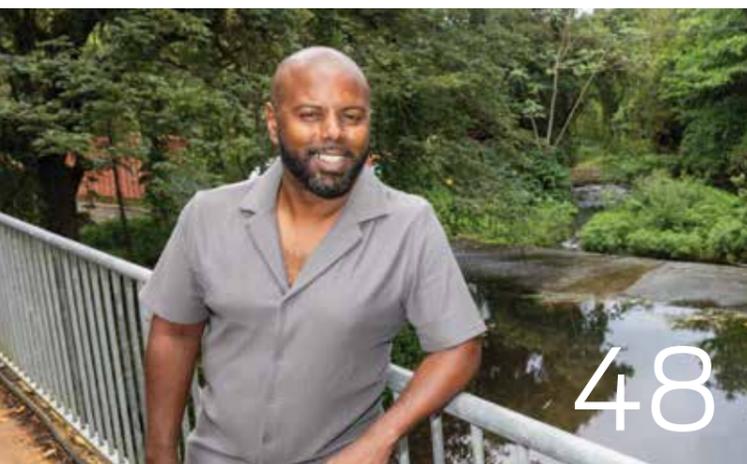
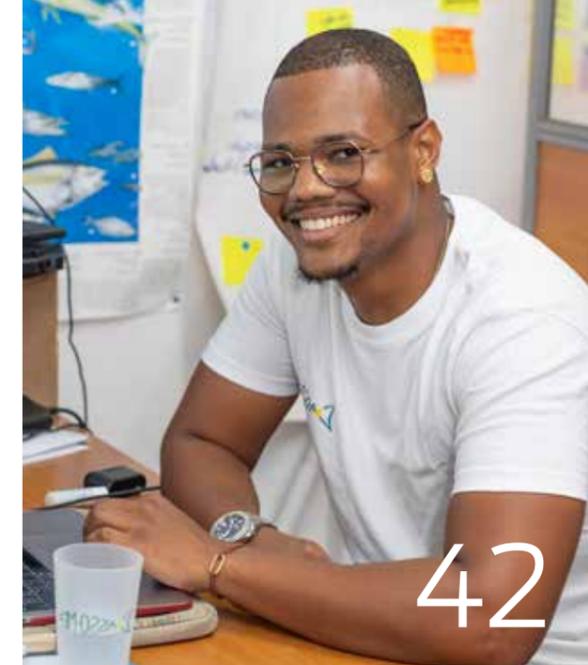


Trouvez celui ou celle qui partage vos valeurs sur **bonfilon.info**

Inscrivez-vous

ANTILLES - GUYANE
contact@bonfilon.info





À LA UNE

8/ **Ordre des avocats de Martinique.**
« Un avocat est utile à chaque stade de la vie »

TERRITOIRES

- 12/ Outre-Mer et droits humains : un cap vers l'égalité ?
- 14/ Image du mois
- 16/ Brèves
- 18/ **DAC.** « Ici 1+1 font 3, le potentiel est monumental »
- 20/ **ARS.** Le système de santé en première ligne
- 24/ **“Que cherchez-vous ?”** «Diminuer la population de moustiques porteurs de maladies »

ENTREPRISES

- 26/ **Carrière d'Ultramarin.** Rêver grand, agir fort
- 28/ **CCIM.** Un dispositif unique pour prévenir les difficultés des entreprises
- 30/ **FIDUCIAL.** Un accompagnement sur-mesure pour les dirigeants

DOSSIER

- // **Antilles-Guyane : l'écologie au cœur d'une transformation locale**
- 34/ Dossier de la rédaction
- 46/ **SAMAC.** Le confort et la sécurité avant tout
- 48/ **FDAAPPMA.** Pêcheurs amateurs et chlordécone : des solutions existent !
- 50/ **PARM.** L'agro-transformation locale récompensée

EXPERTISE

- 52/ « Mieux s'organiser ce n'est pas seulement gagner du temps, c'est reprendre les commandes »
- 54/ **Crédit Mutuel.** Pourquoi s'intéresser à l'épargne salariale ?
- 56/ **Syndicat National de la Banque.** « Notre atout, c'est d'avoir une proximité en ruralité »
- 58/ **CAAG.** 5 bonnes pratiques pour déclarer un sinistre !
- 60/ **Bonfilon.info.** Et si on remplaçait la lettre de motivation par... ?
- 62/ Chômage des séniors, la nouvelle donne

LIFESTYLE

- 64/ Préserver le souvenir
- 66/ Littérature
- 68/ Instant déco avec Chloé Lasserre
- 70/ **45 minutes (ou presque) pour mieux comprendre...** la pensée décoloniale
- 71/ En balade avec Ludovic Louis
- 72/ **Ewag buzz :** ce qu'il ne fallait pas loupier
- 73/ Soirée 100% femmes du 26 mars

Sommaire

« UN AVOCAT EST UTILE À CHAQUE STADE DE LA VIE »

Renforcer la connaissance des droits des justiciables, accroître la visibilité des 214 avocats de l'île, veiller à la place des femmes au sein de la profession comptent parmi les missions de Murielle Renar-Legrand, bâtonnière de l'Ordre des avocats de Martinique. Interview.

Texte Alix Delmas - Photo Jean-Albert Coopmann

Dans l'actualité juridique, une tribune parue dans le journal Le Monde, le 18 mars, appelle à la suppression des cours criminelles départementales et au rétablissement du jury populaire. Pourquoi l'avoir signée ?

C'est vrai, j'avais déjà évoqué ce sujet lors de mon discours de rentrée 2024 comme bâtonnière de l'Ordre. Une cour criminelle départementale (CCD) concerne les crimes passibles de 15 à 20 ans de réclusion criminelle, la cour d'assises étant désormais réservée aux crimes passibles de plus de 20 ans de réclusion criminelle. L'instauration de la CCD a eu comme conséquence directe de priver de jury populaire la majorité des crimes et notamment les viols qui, je le rappelle, sont commis à 85 % contre les femmes. Un mauvais signal pour la cause des femmes ; qui plus est, cela induit l'idée que les viols sont des petits crimes. Le jury populaire a une vertu pédagogique extrêmement importante, car le citoyen participe à la justice de son pays. Souvent la justice est mal comprise des citoyens, perçue comme trop lente, trop complexe, inaccessible. S'il y a bien un crime où nous avons besoin de faire évoluer les mentalités, c'est celui-ci et plus généralement, de combattre la culture du viol. De plus, le jury populaire a été

supprimé pour des raisons de rapidité qui ne sont pas justifiées. Actuellement le nombre d'affaires en cours n'a pas baissé, une cour criminelle départementale mobilise 5 magistrats professionnels au lieu de trois pour la cour d'assises avec jury populaire.

Votre mandat arrive à échéance le 31 décembre. Quel regard portez-vous sur vos 16 premiers mois en tant que bâtonnière de l'Ordre des avocats ?

Un mandat passionnant dont j'apprécie la grande diversité. Il y a d'abord les missions inhérentes que sont la représentation de la profession, le recueil de doléances des justiciables en difficulté avec leurs avocats, la conciliation entre confrères, l'arbitrage en matière de taxation d'honoraires, des missions accomplies avec le concours des 18 membres du conseil de l'Ordre qui réalisent un travail exceptionnel bénévolement. Afin d'œuvrer pour une plus grande ouverture du barreau sur la société civile, nous menons des actions de sensibilisation sur le rôle de l'avocat, son utilité à chaque stade de la vie. Nous intervenons dans les écoles, aux côtés du Centre départemental de l'accès au droit (CDAD) ; l'Union des jeunes avocats de la Martinique (UJAM) participe au relais pour la vie cette année, une cause

« Encore un trop grand nombre de personnes ignorent leurs droits ... C'est notre rôle d'y remédier »

Maître Murielle Renar-Legrand,
bâtonnière de l'Ordre des avocats
de Martinique

BIO EXPRESS

Murielle Renar-Legrand a prêté serment le 21 mars 1997 au barreau de Fort-de-France. Elle a été successivement co-fondatrice, vice-présidente et présidente du syndicat Union des jeunes avocats de la Martinique (UJAM) de 2001 à 2004, et membre du Conseil de l'Ordre de 2010 à 2016 et de 2020 à 2023. Elle a été présidente de l'École des avocats de Martinique (EDAMA) de 2013 à 2015. À la tête d'un cabinet généraliste à dominante pénale, elle a succédé à Georges-Emmanuel Germany, le 1er janvier 2024, au poste de bâtonnier de l'Ordre des avocats. Également présidente de la Conférence Internationale des barreaux (CIB) de tradition juridique commune, elle a déclaré lors de son élection le 6 décembre 2024 à Schœlcher : « C'est la première fois que la CIB est présidée par une femme, mais pas seulement. Une femme noire, française, martiniquaise et caribéenne ». Engagée dans la lutte pour les droits des femmes, Murielle Renar-Legrand souhaite déconstruire le mythe de la femme potomitan sur laquelle repose l'entièreté des charges domestiques, économiques, éducationnelles, etc. Avocate pénaliste, elle se bat au quotidien auprès des femmes victimes de viol pour que la honte change de camp.





La bâtonnière (au centre) avec le bureau du Conseil de l'Ordre : Maître Claudine Portel (trésorière-adjointe), Maître Ludovic Romain (secrétaire-adjoint), Maître Gabrielle Goudot (trésorière), Maître Miguelita Gaspardo (secrétaire)

qui me touche personnellement. Nous avons aussi eu des manifestations déclinées tout au long de l'année 2024 telles que la rentrée du barreau, la conférence du barreau, la journée nationale de la relation avocats-magistrats ; nous avons mis en place un référent discrimination harcèlement. Encore un trop grand nombre de personnes ignorent leurs droits ; cela est renforcé par un taux de pauvreté important où la nécessité de subvenir à ses besoins, et on peut le comprendre, prime sur la défense de ses droits, c'est notre rôle d'y remédier.

Avoir ce réflexe avocat, c'est ce à quoi vous tendez pour l'ensemble de la société. Expliquez-nous.

Oui l'avocat n'est pas seulement là pour défendre un justiciable au pénal. Il accompagne, délivre des conseils. Je pense à la période après Covid où de nombreux chefs d'entreprises n'ont pu résister à cette lame de fond, parfois faute d'être assistés par un avocat spécialisé en matière d'entreprises en difficulté. Un

réflexe qui n'est pas encore rentré dans les mœurs. L'avocat peut intervenir et utilement conseiller dans les actes les plus simples de la vie courante, telle la répartition des dépenses au sein d'un couple. Prenons l'exemple d'un couple qui vit maritalement. Attention à la « théorie du pot de yaourt » ! Très souvent l'homme prend en charge le prêt immobilier tandis que la femme gère les courses du quotidien. Dans ce cas de figure, en cas de séparation, la femme n'a aucun droit sur le bien immobilier et les pots de yaourt, eux, auront été consommés. Elle n'aura donc droit à rien. On comprend bien ici à travers ces sujets qui nous concernent tous comment recourir à un avocat est essentiel.

Vous êtes la 6e bâtonnière de l'Ordre des avocats de la Martinique. Est-ce important pour vous ?

Oui, bien sûr (sourires). Mais nous aurions pu être plus nombreuses, je pense à Andrée Pierre-Rose Bocaly, première avocate martiniquaise en 1945 et

Thérèse Yoyo Likao, première bâtonnière en 1978. Certes, nous sommes une profession où les femmes sont majoritaires, le barreau de Martinique est jeune et féminin mais il reste encore beaucoup à faire. Il nous faut lutter contre les clichés. Dans l'inconscient collectif, les ténors du barreau sont des hommes avec une voix qui porte pour plaider. Or ce qu'il faut pour gagner, c'est être pugnace et bien connaître son dossier. À l'échelle nationale, trop peu de femmes sont associées dans des cabinets ou travaillent dans les secteurs les plus rémunérateurs, telles les fusions/acquisitions ; elles exercent davantage dans des matières qui le sont moins comme les affaires familiales, le droit pénal. Au-delà de la situation de mes consœurs, tout ce que les femmes ont obtenu pour l'égalité des droits s'est fait au terme de combats. Ils continuent. Deux leviers m'apparaissent importants pour promouvoir les droits des femmes : l'action des pouvoirs publics et les actions menées par chaque femme. Une citation de Maya Angelou m'accompagne depuis longtemps : « À chaque fois qu'une femme se lève pour elle-même, sans le savoir, sans le prétendre, elle se lève pour toutes les femmes ».

ZOOM SUR ...
La Conférence Internationale des Barreaux de tradition juridique commune (CIB)

Fondée en 1985, à Paris, sous la présidence de Guy Danet, bâtonnier de Paris en présence de Robert Badinter, garde des Sceaux et ministre de la Justice, et à l'initiative de Mario Stasi, dauphin de l'Ordre, La Conférence Internationale des Barreaux de tradition juridique commune (CIB) est une association volontaire. Elle regroupe plus de 70 barreaux et des avocats, issus de 42 pays de tradition romano-civiliste (l'un des deux grands systèmes juridiques, par opposition à la « Common Law » majoritaire dans les pays anglosaxons) et ayant le français en partage. Elle se compose de barreaux de pays européens, d'Afrique francophone, mais aussi du barreau du Québec et celui de la Louisiane aux États-Unis. L'association promeut l'indépendance des barreaux, la formation, veille à l'indépendance et à la fonction sociale de l'avocat. Elle assure la défense de la défense (aide aux confrères en difficulté) : « En 2025, dans le monde, des avocats sont persécutés, emprisonnés, parfois violentés, simplement parce qu'ils font leur travail. Nous nous mobilisons à la CIB en faveur de nos confrères et soutenons notamment l'avocate tunisienne Sonia Dahmani, emprisonnée parce qu'elle a eu le tort de dénoncer le racisme qui sévissait dans son pays », explique Murielle Renar-Legrand, dont le mandat d'un an comme présidente de la CIB s'achève en décembre 2025.

EN CHIFFRES

214 avocats inscrits au barreau de Martinique

18 membres du Conseil de l'Ordre

10 délégations de la bâtonnière parmi lesquelles : les désignations d'office et l'aide juridictionnelle, le contrôle des lieux de privation de liberté, les perquisitions et visites domiciliaires, le Tribunal pour enfants, etc.

14 commissions spécialisées parmi lesquelles : droit de la famille et tutelle, droit social, droit commercial, droit public et marché des services juridiques, aide sociale et solidarité, etc.

« Le barreau de Martinique est jeune et féminin mais il reste encore beaucoup à faire. Il nous faut lutter contre les clichés »

Maître Murielle Renar-Legrand, bâtonnière de l'Ordre des avocats de Martinique



Ordre des avocats de Martinique
Cité Judiciaire – 35 Boulevard du
Général de Gaulle – CS 20447
97205 Fort-de-France Cedex

05 96 48 41 23
ordre@avocatsdemartinique.com
www.avocatsdemartinique.com

OUTRE-MER ET DROITS HUMAINS : UN CAP VERS L'ÉGALITÉ ?

Depuis 2023, l'association Kimbé Rèd FWI se bat pour l'application de la Charte sociale européenne aux territoires ultramarins. Un combat qui pourrait changer l'Histoire.

Texte Sarah Balay

Difficultés d'accès à l'eau potable, pollution au chlordécone, vie chère sont autant d'enjeux spécifiques à nos territoires qui pourraient être davantage pris en compte si la Charte sociale européenne, adoptée en 1961, et ratifiée par la France en 1973, leur était appliquée.

Cette charte est un traité international des droits humains et sociaux (travail, protection sociale, éducation, santé, logement, eau, électricité, protection contre la pauvreté...). « Ce texte permet d'augmenter la protection des droits humains dans ces domaines par différents mécanismes », explique Sabrina Cajoly, juriste, experte en droit international des droits humains et fondatrice de Kimbé Rèd - French West Indies (F.W.I.). « Son garant, le Comité européen des droits sociaux (CEDS), veille à son application par deux moyens : un contrôle quasiment permanent via des rapports que la France doit soumettre pour justifier sa mise en œuvre de la Charte et un mécanisme de plaintes collectives. » Problème : la France n'a jamais fait la déclaration qui permet d'inclure les territoires français dits d'Outre-Mer alors « qu'une ligne seulement au Conseil de l'Europe suffit ». Pire : elle s'y est officiellement opposée le 15 mai 2024.

Résultats : « Depuis 50 ans, ces territoires ne sont pas couverts dans les rapports périodiques de la France sur les droits économiques et sociaux et n'ont jamais bénéficié d'une plainte collective devant le CEDS du Conseil de l'Europe », poursuit la juriste.

Dans sa déclaration du 27 septembre 2024, la Commission nationale constitutive des droits de l'Homme (CNC DH) a indiqué que cette exclusion était « contraire à la constitution française et au droit international et européen des droits humains et constitutive d'une clause coloniale inacceptable de nos jours ».

SOLUTIONS POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

La donne pourrait toutefois changer ces prochains mois grâce au combat mené depuis 2023, par l'association Kimbé Rèd, portée par Sabrina Cajoly. Une lutte sans relâche pour que les droits humains soient respectés en Outre-mer : courriers officiels, lettres ouvertes (la dernière a été adressée à Manuel Valls, ministre des Outre-mer, lors de sa visite officielle aux Antilles, du 14 au 19 mars 2025), saisine des Nations Unies, question écrite au gouvernement par le député guadeloupéen Eli Califer, lancement de la pétition Tous humains avec plus de 3 000 signatures, audition devant la délégation aux Outre-Mer de l'Assemblée nationale le 19 février 2025 encourageant députés et sénateurs à interpeller le gouvernement. En décembre 2024, Sabrina Cajoly parvient même à être reçue par les autorités françaises et reçoit le soutien d'Isabelle Rome, ambassadrice aux Droits de l'Homme au sein du ministère des Affaires étrangères.

L'adhésion des territoires ultramarins à la Charte sociale entraînerait, dans un premier temps, la recevabilité d'une réclamation collective portée par Kimbé Rèd depuis mars 2024 et appuyée par la FIDH* concernant l'eau potable en Guadeloupe et le chlordécone aux Antilles. « Si nous obtenons gain de cause, cela pourrait déboucher sur des solutions favorables dans tous les domaines économiques et sociaux et dans tous les Outre-mer. »

UN LEVIER SUPPLÉMENTAIRE

« Pour la protection de l'environnement et contre la vie chère, mais aussi pour des réparations, des compensations et des indemnités pour toutes les victimes de la pollution au chlordécone et du manque d'accès à l'eau potable », poursuit Sabrina Cajoly.

En effet, même si la France ne reconnaît pas officiellement de caractère contraignant aux décisions, du CEDS, le Conseil de l'Europe rappelle que les États ont une obligation de « bonne foi » – un principe de droit essentiel – d'appliquer les décisions du CEDS dans la mesure où la Charte et le Protocole de réclamations collectives sont eux, tous deux, des traités contraignants et supérieurs à nos lois. Pour s'en assurer, le Comité des ministres du Conseil de l'Europe est d'ailleurs chargé de vérifier annuellement l'application effective des décisions du CEDS, comme il le fait pour les arrêts de la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH). « De plus, sans obligation formelle, certains pays coopèrent souvent plus facilement », souligne la fondatrice de Kimbé Rèd. « Et en pratique, la France y est sensible : par exemple, condamnée par le CEDS en matière de handicap en 2023, la France a immédiatement pris une série de mesures politiques, débloqué des budgets supplémentaires, et mis un point d'honneur à promouvoir les Jeux paralympiques, en 2024. De plus, pour la société civile, ces décisions représentent un levier supplémentaire : en cas de manquement, des actions en justice peuvent être engagées devant les juridictions françaises, donnant ainsi du poids à la démarche. » À suivre.

*FIDH : fédération internationale pour les droits humains.

**Le 31 mars 2025, le CEDS du Conseil de l'Europe a déclaré irrecevable la réclamation collective contre la France au motif qu'elle n'a pas fait la déclaration nécessaire pour inclure les Outre-mer dans la Charte sociale européenne. Les trois organisations signataires (Fédération internationale pour les droits humains (FIDH), Ligue des droits de l'Homme (LDH) et Kimbé Rèd F.W.I) enjoignent le gouvernement français de prononcer immédiatement l'extension de la Charte à ses territoires dits « d'Outre-mer » et demandent des mesures immédiates pour soulager la population face aux coupures d'eau dans l'attente de politiques publiques à la hauteur des enjeux.*

Première réclamation collective sur l'eau potable en Guadeloupe et le chlordécone aux Antilles

Même avec toute la bonne volonté et les ressources nécessaires, la situation de l'accès à l'eau potable, en Guadeloupe, ne peut pas se résoudre rapidement. Dans sa réclamation collective de mars 2024, adressée au Comité européen des droits sociaux, Kimbé Rèd, demande à ce que soient prises des mesures d'urgence immédiates pour s'assurer d'une continuité de l'accès à l'eau potable dans l'attente de solutions durables : distribution de bonbonnes, de citernes tampon, de citernes de récupération d'eau pluie, de fontaines domestiques, sans oublier l'allègement ou l'annulation des factures, l'information en temps réel des coupures et des pollutions prolongées de l'eau et la traçabilité du chlordécone dans l'alimentation. Pour renforcer sa démarche, Kimbé Rèd s'est également tournée vers les Nations unies. En deux ans, plus de 70 experts ont émis, à de nombreuses reprises, des recommandations à destination de l'État français, lui demandant d'assumer ses responsabilités et de mettre en place des mesures d'urgence, mais aussi d'apporter des réparations (telles que la dépollution de l'environnement) et des indemnités à toutes les victimes – au sens le plus large possible, y compris les femmes et les enfants notamment – tant du défaut d'accès à l'eau potable que de l'empoisonnement au chlordécone.

UNE BOUTEILLE À LA MER

Tout reste à faire ? Sans doute, à en croire les politiques, scientifiques et personnalités associatives qui sont intervenus, fin mars, au sommet SOS Océan à Paris. Deux mois avant la prochaine Conférence des Nations unies pour l'Océan qui se tiendra en juin à Nice, il s'agissait de mobiliser les esprits, donner les grandes lignes et sans doute aussi se convaincre que les pays du monde entier parviendront à préserver le plus grand écosystème de la planète. Rappelées par Emmanuel Macron, plusieurs batailles sont au cœur des discussions : un moratoire sur l'exploitation des grands fonds marins, la fin de la pêche illégale, la ratification par 60 pays du rapport de l'ONU sur « la conservation et l'utilisation durable » de la haute mer, la protection de 30 % des océans (8,5 % actuellement). Du 3 au 6 juin, 2 000 scientifiques d'une centaine de pays poseront les termes pour convaincre, à nouveau, les chefs d'État de protéger le bien commun : des océans « qui absorbent plus de 90 % de la chaleur générée par les activités humaines et génèrent près de la moitié de l'oxygène que nous respirons* ».

**mer.gouv.fr*

SOS OCEAN

2,1 MILLIONS
C'EST LE NOMBRE DE
PASSAGERS COMPTABILISÉS
EN 2024 PAR L'AÉROPORT
DE GUADELOUPE-MARYSE
CONDÉ. UN CHIFFRE STABLE
PAR RAPPORT À 2023.



© AIR CARAÏBES

ANTILLES

Reconnais- sance et performance

Dans le prestigieux palmarès World best airlines awards 2025, Air Caraïbes se place à la 16e position au niveau mondial et 1re compagnie française. Le classement des 25 meilleures compagnies aériennes repose sur des critères rigoureux tels que la sécurité, la ponctualité et la conformité réglementaire, mais aussi sur des aspects plus subjectifs comme les avis de passagers, la qualité du service client et le confort à bord. Air France se situe à 21e place, Air Câlin (Pacifique) à la 23e place et Air Mauritius à la 24e.



© Tecnam

GUADELOUPE

MARIE-GALANTE, VUE DU CIEL

Depuis quelques semaines, une nouvelle ligne aérienne, Air Inter Îles, relie la Guadeloupe à l'île de Marie-Galante. Au programme : trois rotations hebdomadaires à bord d'un avion Tecnam P2012 d'une capacité de neuf passagers pour 20 minutes de vol. Rapide et efficace.



© gettyimages

OUTRE-MER

ACTIONS CONTRE LA VIE CHÈRE

Début mars, le Sénat a adopté plusieurs mesures pour encourager la concurrence et lutter contre l'opacité sur les prix. Il s'agit d'une proposition de loi du sénateur socialiste Victorin Lurel, ancien ministre des Outre-mer. Il s'agit, par exemple, d'obliger les dirigeants d'entreprise défaillants à déposer les comptes de leurs sociétés ou encore d'approuver le lancement d'un dispositif expérimental visant à plafonner les marges arrière, ristournes appliquées par un fournisseur à son distributeur à l'issue d'un exercice comptable. Il est aussi question de réduire les seuils à partir desquels les opérations de « concentrations d'entreprises » doivent être déclarées à l'Autorité de la concurrence. Pour être adopté, le texte socialiste devra ensuite être soumis à l'examen de l'Assemblée nationale.



ANTILLES

Des baleines sinon rien

Une mission de géophysique marine, pilotée par l'université des Antilles et le CNRS, devait commencer mi-mars pour explorer l'arc antillais et les eaux territoriales de plusieurs pays en vue d'une évaluation du risque sismique. Une juge des référés du tribunal administratif de Fort-de-France a suspendu cette campagne, à la suite d'un dépôt de plainte d'associations environnementales, en raison de risques pour les baleines à bosse et les cachalots.

MAYOTTE

ART FÉMININ

Le Debaa de Mayotte, pratique artistique et spirituelle, alliant poésie, danse, chant et musique, majoritairement pratiqué par des femmes, a été inscrit au patrimoine culturel immatériel national.



© kamandjati



© Andrew Caballero-Reynolds

MARTINIQUE

Au cœur de la Caraïbe

La Martinique est officiellement adhérente à la CARICOM, communauté des Caraïbes. Une adhésion qui ouvre la voie à de nouvelles opportunités en matière d'échanges commerciaux, de mobilité, de coopération culturelle et patrimoniale ainsi que de stratégies environnementales et climatiques communes.

Il a dit

« Pendant des années, j'ai réfléchi à comment organiser un tournoi. Et c'est en partie grâce aux Jeux de Paris que j'ai trouvé les idées. J'ai imaginé comment j'avais envie de le voir, avec de la musique, du spectacle, des challenges... Paris, c'est vrai que c'était x10 par rapport à tout ce que j'ai reçu comme amour pendant toute ma carrière. Et en fait, c'était ma manière autour d'un événement de redonner et de faire kiffer tous ces gens qui m'ont toujours accompagné. »

Teddy Riner, quintuple champion olympique de judo guadeloupéen, à l'AFP pour évoquer la Riner Cup, sa propre compétition de judo organisée les 5 et 6 avril, à Asnières, dans les Hauts-de-Seine.



© LeParisien

Culture

« ICI 1+1 FONT 3, LE POTENTIEL EST MONUMENTAL »

Nommé le 3 février dernier, pour un premier mandat de 4 ans, Johan-Hilel Hamel est le nouveau visage de la Direction des affaires culturelles de Martinique. Rencontre. Texte Floriane Jean-Gilles – Photo Jean-Albert Coopmann



Johan-Hilel Hamel, directeur des affaires culturelles de Martinique

Depuis le début de votre carrière, vous avez oscillé entre l'Hexagone et le continent africain, comment s'est construit votre parcours ?

Johan-Hilel Hamel : En effet, mon parcours professionnel est marqué par ma passion pour les arts et le secteur culturel. La rencontre avec une œuvre est une expérience puissante, fondamentale, ancestrale et c'est cette expérience qui a été le déclencheur de ma carrière. Très tôt, j'ai commencé à organiser des événements pour permettre à d'autres de vivre les émotions profondes que je vivais.

L'autre boussole est probablement mon histoire familiale marquée par la conjugaison des histoires et des géographies que nous appelons le métissage. J'ai vécu dans d'autres pays et c'est là que j'ai rencontré l'autre, celui que je ne suis pas, et qui m'a permis de devenir moi-même. Tenter de comprendre une culture qui n'est pas la vôtre est une expérience inégalable, si vous êtes prêts à l'accepter. C'est, guidé par cela, que j'ai travaillé en milieu rural, en milieu urbain, dans le monde arabe, dans l'Afrique des grands lacs, aujourd'hui dans les caraïbes. À chaque fois, je suis « dépaycé », comme sorti de moi-même.

Enfin, j'ai toujours eu de l'ambition pour les projets que j'ai portés pour contribuer à les amener plus haut, plus loin et plus visible.

Votre itinéraire vous mène aujourd'hui dans la Caraïbe, quelles sont vos premières impressions ?

Mes impressions sont d'abord la très grande beauté de cette île et son incroyable diversité culturelle, de paysages, sa palette de vert et de bleu. C'est aussi un territoire guidé d'une certaine manière par ses artistes, Aimé Césaire, Edouard Glissant, Frantz Fanon et des artistes vivants tels que Patrick Chamoiseau, Ernest Breuler, Valérie John ou encore Julien Creuzet. Ils sont des points de repère qui rassemblent les Martiniquais, ils font aussi rayonner l'île à travers le monde, à travers les siècles. Cette concentration d'immenses artistes dans un territoire est remarquable, c'est une chance immense. Puis il y a le bèlè dont le rythme me rappelle les musiques d'Afrique que j'ai entendues pendant 4 ans et le shatta qui fait danser toute la planète aujourd'hui.

Cette île est un carrefour civilisationnel, un lieu où les histoires convergent, se mélangent pour créer du nouveau, ici 1+1 font 3, le potentiel est monumental.

Je suis également très sensible à la question de la mémoire au regard de mes expériences et des projets que j'ai menés en Algérie et au Rwanda. Je vois enfin les difficultés du quotidien d'une frange de la population martiniquaise et il est essentiel, quand on s'investit professionnellement et personnellement dans un territoire d'en prendre la complète mesure.

Qu'avez-vous ramené de vos expériences passées dans vos bagages ?

Ce que j'ai à apporter c'est, notamment, ma capacité à mettre des traits d'union entre les gens et les projets. Je souhaite contribuer à créer des alliances nouvelles entre des institutions culturelles martiniquaises et d'autres institutions culturelles telles que la Villa Albertine aux États-Unis, le Centre Pompidou à Paris, la Cité internationale de la bande dessinée d'Angoulême, le MansA en France et en Afrique...

J'ai développé en plus de quinze ans de carrière, un réseau d'acteurs culturels au sein d'institutions culturelles engagées et internationales, je vais tout faire pour qu'ils inscrivent la Martinique dans la liste de leurs priorités.

De nouvelles alliances sont aussi à construire avec le monde économique. Nous sommes en train de travailler pour créer, avec des entreprises martiniquaises, un fonds de dotation innovant pour soutenir avec plus de force le développement culturel de l'île.

Vous avez déclaré vouloir accorder une attention particulière à la jeune création martiniquaise, pour quelles raisons ?

La jeune création c'est l'avenir, comment ne pas accorder une attention particulière et prioritaire à notre avenir ?

Johan-Hilel Hamel, que peut la culture ?

Patrick Chamoiseau montre dans son livre sorti il y a quelques semaines, « Que peut littérature quand elle ne peut ? », comment les arts ouvrent sur l'immense complexité du monde, son incroyable beauté, sa richesse infinie. Il présente les arts comme une réponse extrêmement puissante aux dangers du monde. C'est un livre d'une grande justesse.

Cybersécurité

LE SYSTÈME DE SANTÉ EN PREMIÈRE LIGNE

Si le numérique permet des avancées importantes au service des patients et des usagers de notre territoire, il expose également le système de santé à des nouveaux risques, notamment en matière de cybersécurité. Financé par l'ARS Martinique, le GRADeS (Groupement régional d'appui au développement de la e-santé) interpelle et accompagne les établissements de santé face à un défi qui ne va faire que s'accroître. Rencontre avec son directeur, Gaël Chevalier.

Texte Mathieu Rached - Photo Jean-Albert Coopmann



Gaël Chevalier lors du 2^{ème} jour du premier colloque Madin e-santé, les 13 et 14 mars au palais des congrès.

Les 13 et 14 mars derniers se tenait Madin e-santé, le 1er colloque sur les enjeux et usages numériques en matière de santé en Martinique. Dans une des salles du Palais des congrès de Madiana réservée pour l'événement, ils étaient plus de 300 à suivre les échanges sur la cybersécurité, les usages et l'éthique en matière de e-santé. Le rendez-vous était organisé par le GRADES*, qui est l'opérateur local de l'ARS pour tout ce qui relève de l'usage, du déploiement, de la promotion de la e-santé en Martinique. La programmation devait permettre à tous les acteurs du territoire de se saisir de ces questions avec un objectif commun, celui d'une logique de travail collectif, résilient, agile, adaptatif. « Quand on a inventé le bateau, on a également inventé le naufrage », mettait en garde un des intervenants en introduction sur la cybersécurité qui fut au cœur des discussions durant les 2 jours.

« La question, ce n'est pas si nous allons être victimes d'une cyberattaque, mais quand le serons-nous ? »

Gaël Chevalier,
directeur du GRADeS

Carte vitale, dossier personnalisé du patient, résultats d'examens dématérialisés, prises de rendez-vous... la numérisation des données médicales fait déjà partie de la pratique quotidienne des établissements de santé, pourquoi un colloque sur ce sujet était-il nécessaire ?

Gaël Chevalier, directeur du GRADES : c'est la première édition et nous allons réitérer l'exercice chaque année, car compte tenu du virage numérique, il est nécessaire de mettre l'emphase sur certains sujets clés. L'essor de la e-santé impose d'abord des réflexions et un partage d'expérience quant aux usages : la médecine de ville, l'hôpital, les centres d'imagerie, le laboratoire... comment toutes ces données circulent et concourent à une meilleure prise en charge globale du patient et des usagers ? Ensuite, le cadre éthique de l'utilisation et la circulation des données médicales est également un sujet d'importance, pour donner confiance aux usagers, parce qu'on utilise leurs données avec leur consentement, et pour sécuriser le professionnel dans un contexte d'émergence de solutions d'intelligence artificielle. Enfin, Madin e-santé voulait avant tout mettre l'accent sur la cybersécurité dont les milliers de professionnels de santé qui utilisent un ordinateur ou un smartphone sont les premières cibles.

On a vu en effet plusieurs hôpitaux ciblés et piratés dans l'Hexagone au cours des dernières années. Quelles valeurs peuvent avoir les données médicales pour les hackers, comparés par exemple à des comptes bancaires ?

Une fois le système informatique de l'hôpital neutralisé par une cyberattaque, c'est toute la chaîne de diagnostics et de soins qui risque de devenir inopérante. Le premier gain potentiel pour les hackers

est la rançon exigée (qu'il est recommandé de ne pas payer). Ensuite, toutes les données des patients vont de toute manière être revendues et servir à d'autres tentatives d'arnaques, usurpation d'identité et de carte vitale, etc. Les données médicales représentent une valeur importante : contrairement à une carte bancaire qu'on peut bloquer, une donnée de santé est immuable.

Comment, à l'échelle d'un territoire, s'y prépare-t-on ?

En s'entraînant régulièrement pour se mettre en condition, identifier ses forces et faiblesses, mesurer

l'efficacité des process à mettre en place pour tenir le choc et continuer à fonctionner en cas de tentative de paralysie des systèmes informatiques. En amont du colloque, nous avons d'ailleurs organisé pour la première fois un exercice de crise régional qui impliquait plusieurs structures touchées en même temps (voir encadré). La crise cyber, c'est une réalité, la question, ce n'est pas si nous allons être victimes d'une cyberattaque, mais bien quand le serons-nous ? Et dans cette logique-là, il faut travailler la culture du risque. Les exercices de crise sont là pour véritablement rendre

l'établissement et les organisations plus résilientes.

Est-on prêt ?

(sourire) On ne peut pas le dire, ça serait trop prétentieux. Il faut être très humble dans le domaine. On se prépare, c'est mieux qu'il y a deux ans et c'est mieux encore qu'avant cet exercice régional. C'est une culture du risque qui implique des milliers de professionnels sur le territoire, la formation de tout le monde en une fois n'est pas envisageable, mais la sensibilisation régulière et ciblée, ainsi que les exercices et les plans de continuité d'activité sont la clé, c'est un effort continu.

À retenir

- Chaque année, la Clinique St Paul et le CHUM, tout comme d'autres établissements sanitaires et médico-sociaux conduisent chacun un exercice de crise cyber local. Le 10 mars 2025, c'était le **premier exercice régional**.
- Tous les 2 mois, le GRADeS réalise des campagnes de phishing, où des emails pièges sont envoyés à des pools d'employés des établissements de santé et médico-sociaux. Ce qui permet ensuite de mener des actions de sensibilisation ciblées (vidéo, QCM). À la clinique St Paul comme au CHU, **moins de 1 %** des mails pièges sont ouverts.



« En cas d'intrusion, on tente de qualifier rapidement ce qu'il se passe et on passe en mode dégradé »

*Isabelle Dumont Da Silva,
directrice de la Clinique Saint-Paul*



Tanguy Pallier et Rodrigue Alexander, rmaîtres d'œuvre de la sécurité numérique de la Clinique Saint-Paul et du CHUM, dans une salle abritant les serveurs du CHUM.

« Le CHUM et la clinique St-Paul PIRATÉS ! »

10 mars, au CHU de Martinique, un premier poste informatique montre des anomalies de fonctionnement. L'incident encore isolé est remonté jusqu'à Rodrigue Alexander, directeur du Pôle transformation numérique, biomédical, qualité, relations avec les usagers et recherche et innovation, puis, assez rapidement, un autre poste dysfonctionne à son tour. « À partir de ce moment-là, plus on intervient vite, plus on est efficace », explique Rodrigue Alexander, « on doit isoler les postes impliqués, déconnecter les réseaux pour éviter la propagation et couper les sauvegardes ». À ce stade de l'exercice (le premier d'échelle régionale), la cellule de crise est activée et le Plan de continuité d'activité du CHU entre en action. Cette mise en situation permet de tester en conditions réelles la capacité de résistance de l'établissement, tous services et métiers confondus, et la mise en place « d'un fonctionnement en mode dégradé, c'est-à-dire sans outil informatique pour continuer à accueillir et soigner et prendre en charge les patients qui y sont déjà et ceux qui arrivent à l'hôpital pour une intervention chirurgicale, une consultation, des analyses médicales, une dialyse, etc. » Tous les services repassent au papier et stylo, ce qui nécessite des fiches de process et des entraînements pour être efficace et opérationnel. En parallèle, sur un réseau social fictif, ressemblant à X et créé pour l'exercice, l'équipe de communication de crise publie des informations et répond aux premiers posts d'internautes qui s'agacent des difficultés rencontrées au CHU. 19 km plus loin, à La Clinique St Paul, une secrétaire médicale clique sur une pièce jointe dans un mail, son ordinateur s'éteint. Elle le signale, puis des dysfonctionnements en chaîne sont observés. Même branle-bas de combat, la cellule de crise est activée, explique la directrice Isabelle Dumont Da Silva, « on tente de qualifier rapidement ce qu'il se passe et on passe en mode dégradé ». Les deux plus grands établissements de santé

du territoire touchés presque simultanément, tel était le scénario élaboré pour le premier exercice de crise régional organisé par l'ARS et le GRADeS. Chaque exercice de crise challenge les organisations et fait émerger des besoins précis et les solutions qui en découleront. Ce jour-là, les cellules de crise de St-Paul et du CHUM se sont tournées vers l'ARS pour centraliser la communication de crise (interne et externe) et se coordonner. On s'est rendu compte « qu'en cas de crise étendue, l'ARS pouvait être partie prenante », décrit Tanguy Pallier, responsable des systèmes d'information de la clinique Saint-Paul, « en mettant à disposition, par exemple, des stocks d'ordinateurs et du matériel informatique supplémentaire tout comme des ressources humaines en informatique, pour pouvoir faire redémarrer les services ». Au CHUM, les exercices annuels ont déjà conduit l'établissement à se doter de box internet et d'antennes Starlink pour pouvoir communiquer, à prévoir quels secrétariats doivent être prioritaires pour recréer les agendas médicaux, etc. « Derrière ces mises en situation, il y a une approche presque militaire qui est à la hauteur de l'enjeu, car lorsqu'une cyberattaque réussit, comme ce fut le cas en 2022 à l'hôpital d'Arles où j'ai exercé, il faut être capable de tenir dans la durée, pendant plusieurs mois voire une année ou plus sans ses outils, sans ses logiciels et de reconstruire à partir de zéro un système informatique », décrit Rodrigue Alexander. Aussi, le principal enjeu des exercices c'est la « conscientisation du risque » et la préparation de la riposte : une organisation alternative capable de maintenir la prise en charge de tous les patients et de tous les besoins, sur un territoire insulaire où les patients ne pourront pas être conduits en ambulance dans un hôpital voisin. À 14h, l'exercice était terminé et laissait place au débriefing. Un mois plus tard, le CHUM et la clinique St-Paul seraient à nouveau, chacun, en situation d'exercice de crise.

Doctorants et chercheurs

“Que cherchez-vous ?”

Réponses courtes et précises des jeunes chercheurs et docteurs de l'université des Antilles-Guyane.

Texte Sarah Balay - Photo Lou Denim

Yolène Duchaudé

« Diminuer la population de moustiques porteurs de maladies »

Quel est l'intitulé de votre thèse ?

Ma thèse s'intitule : « Développement de méthodes alternatives et innovantes de lutte contre la transmission vectorielle à partir de la flore guadeloupéenne ». Elle est dirigée par Dr Gerardo Cebrian-Torrejón (HDR), Dr Anubis Vega-rúa (HDR) et Dr Muriel Sylvestre, et affiliée au laboratoire COVACHIM-M2E de l'Université des Antilles et au laboratoire des maladies vectorielles de l'Institut Pasteur de la Guadeloupe.

Quand allez-vous soutenir ?

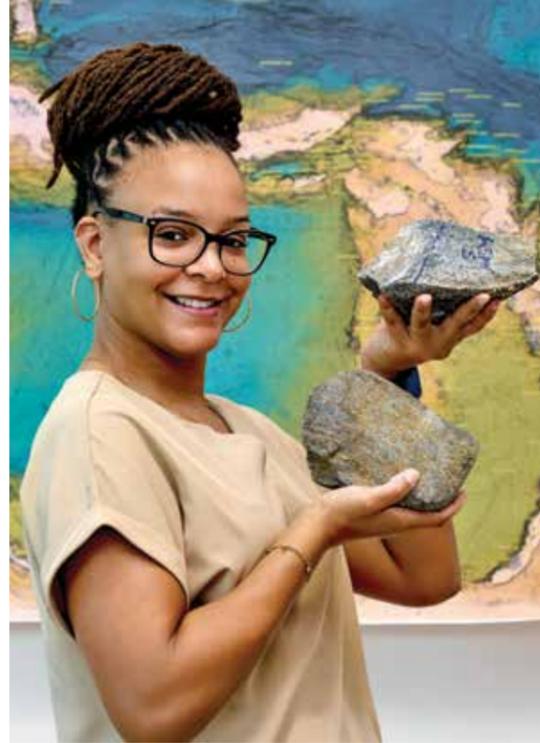
Ma soutenance est prévue en octobre 2025, à l'université des Antilles (UA).

Si vous deviez résumer vos travaux en une seule phrase ?

J'étudie les plantes de Guadeloupe pour fabriquer des produits naturels qui empêcheront les moustiques de piquer.

Quelles sont les applications concrètes de votre étude ?

Mon objectif est de développer des solutions naturelles et respectueuses de l'environnement pour diminuer la population de moustiques porteurs de maladies comme la dengue, le chikungunya et



le zika. En m'appuyant sur le savoir traditionnel guadeloupéen et les propriétés des plantes locales, je cherche à concevoir des produits sûrs pour la santé et l'environnement qui pourront modifier le comportement des moustiques. Ces travaux pourraient aussi contribuer à une production locale innovante, valorisant la biodiversité de la Guadeloupe.

Qu'envisagez-vous de faire après votre thèse ?

Après l'obtention de mon doctorat, j'ai deux objectifs majeurs. Tout d'abord, je souhaite poursuivre ma carrière scientifique à travers un ou plusieurs post-doctorats dans mes domaines de compétences. Ensuite, il me tient à cœur de partager mes connaissances avec la population, et en particulier avec les jeunes, en valorisant les sciences et la richesse de notre biodiversité. J'aspire ainsi à organiser des événements scientifiques ponctuels, tels que des ateliers de vulgarisation, et à créer une plateforme dédiée à la médiatisation scientifique.



GÉREZ VOTRE LOGEMENT EN TOUTE SIMPLICITÉ !

ACTIVEZ VOTRE ESPACE LOCATAIRE EN QUELQUES CLICS !



Scannez le QR Code

ou rendez-vous sur <https://espace-locataire.simar.fr>

Munissez-vous de **votre nom, prénom, date de naissance et avis d'échéance**

Créez votre compte et accédez à tous vos services 24h/24



VOTRE ESPACE LOCATAIRE, C'EST :

- **Suivi en temps réel** : Consultez votre compte et l'historique de vos paiements
- **Paiement en ligne sécurisé** : Payez votre loyer en toute simplicité
- **Documents accessibles partout** : Téléchargez vos quittances, votre bail et votre avis d'échéance
- **Signalements et demandes** : Suivez l'avancement de vos démarches en un clic
- **Mise à jour rapide** : Modifiez vos coordonnées et préférences en quelques secondes
- **Assistance immédiate** : Retrouvez facilement votre agent de proximité et toutes les infos sur votre résidence
- **Sécurité garantie** : Envoyez votre attestation d'assurance en ligne

GAGNEZ DES CADEAUX !

ORDINATEUR, BONS CADEAUX, PLACES DE CINÉMA.

ACTIVEZ VITE VOTRE ESPACE LOCATAIRE & TENTEZ VOTRE CHANCE !

DOUBLEZ VOS CHANCES EN CHOISSANT L'OPTION DÉMATÉRIALISATION (RECEVEZ TOUS VOS DOCUMENTS EN LIGNE : PLUS RAPIDE ET PLUS ÉCOLOGIQUE)

SIMPLE, RAPIDE... ET PEUT-ÊTRE UNE SURPRISE À LA CLÉ !

RETROUVEZ-NOUS SUR L'APPLICATION MOBILE «SIMAR»

DISPONIBLE SUR

Available on the iPhone

App Store

ANDROID APP ON

Google play



RENDEZ-VOUS SUR [HTTPS://ESPACE-LOCATAIRE.SIMAR.FR](https://espace-locataire.simar.fr)

RESTEZ CONNECTÉ, SIMPLIFIEZ VOTRE QUOTIDIEN !

Carrière d'Ultramarin

RÊVER GRAND, AGIR FORT

Petite, **Noémie Gaddarkhan** rêvait de devenir juge aux affaires familiales. Aujourd'hui, à 30 ans, la Guadeloupéenne coordonne différents projets pour les territoires ultramarins et le tourisme au sein du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

Texte Marie Ozier-Lafontaine - Photo Aubane Nesty

Pourquoi avoir choisi de travailler pour l'intérêt général ?

Dès le collège, je ressentais ce besoin d'être utile, de m'engager pour les autres. J'ai grandi dans une famille où l'engagement pour la communauté était une évidence. Mon père, entrepreneur dans le développement durable, et ma mère, professeur des écoles, m'ont transmis cette idée que rendre service était essentiel. Au lycée, je participais à des actions associatives, comme la sensibilisation au VIH ou la défense des droits des lycéens. Ces expériences m'ont donné le goût de l'intérêt général. Je savais que je voulais contribuer à quelque chose de plus grand que moi. J'ai intégré Sciences Po Paris et, lors de mon année d'échange au Brésil, j'ai vu de mes propres yeux l'impact des inégalités sociales et économiques. C'est cette expérience qui a forgé mon choix de m'investir dans l'intérêt général et tenter d'apporter ma pierre à l'édifice.

Quelle expérience vous a le plus marquée ?

Je citerais deux expériences en particulier. D'abord, mon passage au Sénat, en tant que collaboratrice du groupe « En Marche ». J'ai travaillé avec 24 sénateurs sur des sujets comme la protection de la biodiversité, le coût de la vie ou les compétences territoriales. Ce que j'ai trouvé remarquable, c'est le sens politique des « Sages » du Sénat. Il y avait du respect, des compromis, une vraie vision collective. Ensuite, mon poste de conseillère technique au ministère des Outre-mer m'a profondément marquée. J'ai travaillé sur de nombreux dossiers relatifs à la santé, la protection sociale, l'éducation, la jeunesse et les sports. La lutte contre les violences intrafamiliales dans les territoires ultramarins est un sujet qui m'a particulièrement

touchée. On peut et on doit faire mieux. Ces deux expériences ont renforcé ma conviction que l'action publique est un levier indispensable pour protéger les plus vulnérables et répondre aux défis de nos territoires.

Vous avez un parcours remarquable, quel conseil donneriez-vous à la jeunesse ultramarine ?

Croyez en vous et osez ! Trop souvent, on pense que certaines places ne sont pas à notre portée, mais c'est faux. Nous avons les compétences, il suffit de les assumer et de travailler dur. Le syndrome de l'imposteur est un obstacle que j'ai moi-même dû dépasser. En tant que femme, je suis fière d'un parcours bâti à la force de mon travail, car trop souvent, les femmes doivent prouver qu'elles méritent leur place. Ce qui m'a guidée, c'est l'humilité, la persévérance, et la volonté de me dépasser. Les Outre-mer ont besoin de jeunes engagés, prêts à imaginer un avenir durable pour leurs territoires ! Foncez !

BIO EXPRESS

Noémie Gaddarkhan, née en 1995 à Saint-François en Guadeloupe, est diplômée de Sciences Po Paris avec une spécialisation en affaires publiques. Collaboratrice parlementaire au Sénat, puis conseillère technique au ministère des Outre-mer, elle occupe aujourd'hui le poste de conseillère Territoires, tourisme de savoir-faire, mémoriel et patrimoine au ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.



Accompagnement

UN DISPOSITIF UNIQUE POUR PRÉVENIR LES DIFFICULTÉS DES ENTREPRISES

Le Centre d'Information sur la Prévention des difficultés des entreprises (CIP), hébergé par la CCI Martinique, aide gratuitement les dirigeants à anticiper, comprendre et surmonter leurs difficultés économiques, financières, juridiques ou sociales.

Texte Adeline Louault – Photo Jean-Albert Coopmann



Miguélita Gaspardo, membre du conseil de l'ordre du barreau de Martinique, avocate associée.

Le CIP Martinique propose aux entrepreneurs des entretiens gratuits et confidentiels avec des professionnels bénévoles : un expert-comptable, une avocate, un juge consulaire et un conseiller en entreprise (issu, selon les cas, de la CCI ou de la CMA). Des partenaires institutionnels comme le Commissaire à la vie des entreprises et du développement productif ou la DEETS peuvent être associés aux rendez-vous en fonction des situations.

Trois membres du CIP évoquent l'intérêt de leur mission.

« La moindre décision nécessite une consultation »

Miguélita Gaspardo, membre du conseil de l'ordre du barreau de Martinique, avocate associée.

« Mon rôle consiste à accompagner les dirigeants de la création à la transmission ou fermeture de leur entreprise, en droit des sociétés, droit social et droit du travail. Il existe un intérêt majeur à être assisté par un avocat, tout au long de la vie de son entreprise, afin d'anticiper les contentieux, sécuriser l'activité, éviter des erreurs souvent coûteuses et limiter sa responsabilité personnelle dans le cadre de difficultés économiques ou juridiques. Au CIP, les entrepreneurs nous consultent notamment dans le cadre des problèmes de transmission d'entreprise, de cessation de paiement, sur le choix de la forme de la société à créer, l'accompagnement dans leur relation avec leurs salariés pour éviter les contentieux, la responsabilité pénale et civile du gérant, etc. La moindre décision, si évidente soit-elle, nécessite une consultation. Le CIP offre l'occasion aux entrepreneurs d'exposer toutes leurs problématiques, de prendre des conseils et contacts pour les accompagner dans leur gestion, afin d'éviter le pire. »

« Investir dans la santé de son entreprise »

Mickaël Manscour, expert-comptable

« Notre mission consiste à analyser les bilans et pièces comptables apportées lors de la consultation. Nous apprécions les agrégats économiques et indicateurs des états financiers, identifions les éventuels points de blocage et proposons des solutions d'accompagnement ou stratégies de redressement adaptées. Il y a encore un grand nombre d'entreprises qui n'ont pas d'expert-comptable ou font appel à des comptables illégaux. Notre première recommandation est de privilégier un accompagnement de qualité en s'entourant d'un expert-comptable et d'un avocat. Trop d'entreprises redoutent de nous consulter. Pourtant quand on a une difficulté respiratoire ou une gêne musculaire, le premier réflexe est de consulter son médecin traitant. On ne devrait pas avoir peur d'investir dans la santé de son entreprise. Les rendez-vous du CIP nous offrent l'opportunité d'apporter une aide concrète aux entrepreneurs, de comprendre les défis uniques auxquels ils font face et de les accompagner vers un redressement de leur activité. »

« Les dirigeants arrivent souvent trop tard pour demander de l'aide »

Eric Dromard, président du CIP Martinique.

« En Martinique, le CIP joue un rôle clé de prévention auprès des TPE et PME, souvent vulnérables et peu informées des solutions existantes. Les TPE font face à de nombreuses difficultés structurelles : une trésorerie fragile, un accès complexe au financement, un manque de visibilité commerciale et des difficultés à recruter. Ces fragilités se sont accentuées avec les violences urbaines de septembre 2024 qui ont causé d'importants dégâts matériels et mis en péril des centaines d'emplois. Les experts du CIP constatent que les dirigeants arrivent souvent trop tard pour demander de l'aide, peu préparés à affronter les difficultés, faute de comptabilité à jour ou de vision claire sur leur situation financière. Bien que le CIP Martinique gagne en notoriété, il reste encore insuffisamment connu, surtout des TPE isolées ou des auto-entrepreneurs. Nous accueillons en moyenne une cinquantaine d'entreprises par an. Les dirigeants qui y ont recours soulignent l'utilité, la bienveillance et la pertinence des conseils reçus. »



Mickaël Manscour (expert-comptable) et Eric Dromard (président du CIP Martinique)

L'accompagnement du CIP

Au cours d'un entretien individuel de 30 à 45 minutes, le dirigeant expose sa situation en toute confidentialité. Les experts apportent un diagnostic de premier niveau, des orientations concrètes et recommandent, le cas échéant, d'autres accompagnements ou démarches (conciliateur, tribunal, etc.). Le dirigeant peut revenir s'il a besoin d'un nouveau regard ou de faire le point après les premières démarches. La CCIM et la CMA assurent un suivi des dossiers pour s'informer des suites données et réorienter si nécessaire.

Gestion

UN ACCOMPAGNEMENT SUR-MESURE POUR LES DIRIGEANTS

FIDUCIAL, c'est près de 50 ans d'histoire. Créé par un expert-comptable, commissaire aux comptes, le Groupe s'impose aujourd'hui comme un leader dans son domaine. Rencontre avec trois responsables d'agences implantées en Martinique.

Texte Laëtitia Juraver – Photo Jean-Albert Coopmann



Ida Rappaille (experte-comptable), Nathalie Gamess-Serbin (directrice d'agence) et Nicolas Catalayud (directeur d'agence)

Nos trois interlocuteurs sont unanimes. La force de FIDUCIAL réside dans cette capacité d'écoute et d'adaptabilité dont l'entreprise a le secret. En témoignent la longévité du Groupe et cet incroyable réseau de 800 agences et plus, aujourd'hui réparties dans le monde.

Une offre qui s'adapte à la vie du dirigeant

La mission de FIDUCIAL ? « Accompagner l'entreprise et son gérant pour optimiser sa situation fiscale », nous explique Nathalie Gamess-Serbin, employée chez FIDUCIAL depuis 13 ans, et directrice d'agence depuis octobre dernier.

Nicolas Catalayud, en poste depuis un peu plus d'1 an, va encore plus loin : « Nous accompagnons les entreprises, comme les dirigeants. Nous les conseillons au quotidien, afin que leurs projets, professionnels et personnels, voient le jour dans les meilleures conditions. Nous les accompagnons dans la prise de décision et mettons à leur disposition des outils de pilotage performants ».

Ida Rappaille, experte-comptable diplômée, ayant plus de 30 ans de métier, dont 5 passés chez FIDUCIAL souligne la pertinence de l'offre de services proposée, pensée pour anticiper et répondre aux besoins des dirigeants, tous secteurs d'activité et stades de croissance confondus. « J'accompagne mes clients de la création de leur entreprise, en passant par la transmission, jusqu'à la fermeture quand cela est nécessaire. Mais notre métier consiste à tout mettre en œuvre pour leur éviter d'en arriver là. »

Un accompagnement en expertise-comptable, mais pas que

« Nous proposons une offre adaptée au tissu local, composé à 90 % de très petites entreprises. Nous intervenons auprès du dirigeant de TPE pour l'aider à optimiser la gestion administrative de sa structure. Nous proposons également un volet social pour prendre en charge les bulletins de paie et contrats.

Rares sont les entrepreneurs qui sont au fait des obligations qui leur incombent. Nous veillons donc à ce qu'ils demeurent à jour. Pour les entreprises de taille plus importante, nous agissons comme un directeur administratif et financier externalisé pour nos clients, de la saisie, jusqu'au bilan. Il ne s'agit pas seulement de faire les comptes. Nous nous plongeons au cœur du métier de nos clients et les amenons à se projeter. Enfin, nous avons étendu notre offre depuis peu pour adresser les questions qui concernent le patrimoine et la retraite des salariés, en partenariat avec des avocats et AG2R La Mondiale sur ce dernier point », explique Ida Rappaille.

La comptabilité, un métier en pleine mutation

« Le conseil, c'est l'avenir de nos métiers », explique Nicolas Catalayud. « Puisque la comptabilité tend à être automatisée, il faut se renouveler. La partie conseil est à renforcer car c'est là que se situe toute notre expertise. »

« Bien que la réforme autour de la facturation électronique n'a de cesse d'être repoussée, nous devons nous tenir prêts. Car la mission du comptable va évoluer », confirme Nathalie Gamess-Serbin. « Il faudra être encore plus proche de ses clients, se positionner comme un conseiller à part entière. Sans oublier l'intelligence artificielle qui va bouleverser les techniques professionnelles comptables. Il conviendra de repenser le métier. Pour ce qui est de la technique, nous sommes déjà prêts chez FIDUCIAL. Nous disposons du logiciel FACILIA », poursuit-elle.

« En tant que partisans et pionniers de la dématérialisation, nous avons un travail d'information, voire de sensibilisation à faire auprès de nos clients sur le sujet. Au-delà des outils que nous mettons à leur disposition, nous prévoyons par ailleurs de les former sur la question. C'est là que notre rôle d'accompagnateur, de conseiller prend tout son sens », conclut Ida Rappaille.

MCDONALD'S M'A FAIT CONFIANCE DES TALENTS QUI INSPIRENT

Chez **Arcos Dorados** (le plus grand franchisé McDonald's au monde), le leadership au féminin est un pilier fondamental de l'entreprise et repose sur l'égalité des chances. Les femmes jouent un rôle clé dans la réussite de l'entreprise, et la diversité au sein des équipes dirigeantes renforce la culture d'entreprise, stimule l'innovation et améliore la prise de décision.

CES FEMMES QUI INSPIRENT PAR LEUR LEADERSHIP

« McDonald's m'a fait confiance » est une plateforme qui donne la parole aux employés d'Arcos Dorados pour qu'ils partagent leur expérience. Partager les histoires des talents féminins de l'entreprise quel que soit le poste qu'elles occupent, c'est aussi inspirer et ouvrir des voies pour d'autres femmes.

Au-delà de leur uniforme, il s'agit aussi de célébrer et de rendre visible les efforts et la résilience des collaboratrices de l'entreprise, et surtout d'applaudir celles qui, par leur talent, leur dévouement et leur vision, contribuent chaque jour au renforcement et à la croissance d'Arcos Dorados aux Antilles-Guyane. C'est aussi offrir l'occasion de réfléchir plus globalement aux progrès que nous avons réalisés en tant que société dans son ensemble, et de reconnaître le chemin qu'il nous reste à parcourir pour l'égalité et l'inclusion dans tous les domaines.

ÉVOLUER AVEC AMBITION

Aux Antilles-Guyane, Arcos Dorados compte plus de 1 500 collaborateurs, dont 60 % sont des femmes. 90 % des membres de l'équipe de direction ont commencé en tant qu'équipier polyvalent. Cette progression professionnelle est possible grâce à une offre de formation adaptée et continue proposée à tous les collaborateurs en interne.

La plateforme « McDonald's m'a fait confiance » met en lumière les histoires de femmes qui ont surmonté des défis, petits ou grands, franchi des barrières et atteint des objectifs personnels et professionnels significatifs au sein de l'entreprise.

« Chez Arcos Dorados, nous croyons aux personnes pour ce qu'elles sont, pour ce qu'elles démontrent avec leur talent et leur potentiel. Grâce à ce concept, nous réaffirmons notre engagement à créer un environnement de travail inclusif qui se concentre sur la véritable valeur des personnes et sur l'inspiration de leur leadership », conclut Marie-Kelly ROUSSAS, directrice générale de McDonald's Martinique.



Line-Rose, 53 ans, responsable de la formation 30 ans d'ancienneté
« J'ai débuté chez McDonald's il y a près de 30 ans. En 2023, j'ai reçu le Prix du Président. C'est une véritable consécration de mon travail au sein de l'entreprise. Recevoir ce prix fut un moment magique pour moi ! »



Maïwen, 18 ans, équipière polyvalente 4 mois d'ancienneté
« Un mois après mon embauche en tant qu'équipière polyvalente, McDonald's me propose une évolution professionnelle sur le poste de LEC. C'est une très belle expérience. »



Tania, 45 ans, Assistante RH 25 ans d'ancienneté
« J'aime beaucoup dire qu'il existe de grandes histoires d'amour. McDonald's aujourd'hui est ma plus grande histoire professionnelle. »

Arcos Dorados Martinique
ZI Les Mangles Acajou
97 232 Le Lamentin
0596 61 06 30



McDonald's m'a fait confiance Un talent qui inspire

#ÉvoluerAvecAmbition

QUAND L'ÉCONOMIE CHANGE DE COULEUR

Le rapport du GIEC* est sans appel : l'urgence climatique impose de repenser notre modèle de croissance pour le rendre compatible avec les impératifs écologiques. Longtemps perçus comme l'apanage des acteurs de l'économie verte, ces enjeux irriguent aujourd'hui tous les secteurs d'activité, notamment via la responsabilité sociétale des entreprises (RSE). En effet, beaucoup d'entreprises s'engageant dans une démarche RSE cherchent à allier engagement social et environnemental tout en restant économiquement viables.

Dans ce contexte, des questions centrales se posent : qui sont les acteurs qui façonnent cette nouvelle dynamique et quelles compétences sont aujourd'hui essentielles pour accompagner cette mutation ? La transition écologique ne se limite plus aux experts en environnement, elle mobilise désormais une diversité

de profils, allant des ingénieurs aux économistes, en passant par les urbanistes, les juristes ou encore les communicants. Les entreprises, les structures institutionnelles, les collectivités et les associations recherchent de plus en plus des professionnels capables d'intégrer les enjeux environnementaux dans leur stratégie et leur développement.

En témoigne l'essor des formations en écologie dédiées à l'environnement et à la biodiversité sur le territoire national tout comme aux Antilles-Guyane. Quelles sont ces filières ? Quelles opportunités offrent-elles ? Qui est la nouvelle génération de diplômés d'aujourd'hui et de demain ?

*GIEC : groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat crée en 1988.

Antilles-Guyane : l'écologie au cœur d'une transformation locale

Face aux bouleversements environnementaux propres à nos territoires, l'économie verte s'affiche comme une nécessité. Formations spécialisées, collaborations et recherches scientifiques... autant d'évolutions encourageantes pour concilier développement et préservation des écosystèmes.

Textes Sarah Balay, Alix Delmas, Adeline Louault, Sandrine Chopot

Vendredi 7 mars, une vingtaine d'étudiants issus de 2^{ème} année de licence SVT et du programme Tropimundo du master BEE (Biodiversité écologie évolution) a participé à des ateliers sur le terrain, au saut d'Acomat, à Pointe-Noire. Au programme, ateliers en écologie forestière et aquatique, biogéochimie des eaux et géologie.



Biodiversité menacée, vulnérabilité face au changement climatique, pollution de l'eau, déforestation, recul du trait de côte, invasion de sargasses, gestion des ressources... Les Antilles et la Guyane sont confrontées à des défis environnementaux majeurs. Pour y faire face, l'économie verte se développe et prend une place croissante, portée par des politiques publiques et des initiatives privées visant à concilier le développement économique et la protection de l'environnement.

Ce virage, qui ne date pas d'hier, s'accompagne d'un besoin accru en compétences adaptées aux réalités du territoire. Ces dernières années, de plus en plus d'étudiants se spécialisent sur place et acquièrent une expertise directement liée aux écosystèmes tropicaux. Ces jeunes s'insèrent ensuite localement dans le tissu économique auprès de structures en demande constante : institutions, collectivités, bureaux d'étude, associations ou encore entreprises engagées dans la gestion de l'environnement et de la biodiversité.

Même si elle gagnerait à être davantage développée et soutenue, notamment pour gagner en personnel enseignant-chercheur, la filière universitaire en écologie de l'université des Antilles et l'université de la Guyane se défend bien et attire chaque année des étudiants locaux, métropolitains, mais aussi internationaux.

Premiers liens avec le monde professionnel

Ces jeunes hommes et jeunes femmes inscrits sur le pôle Martinique de l'université des Antilles (UA), pour le parcours écologie/environnement (EE) (proposé depuis deux ans dans le cadre de la licence Sciences de la vie et de la terre (SVT)), sont représentatifs d'une génération d'étudiants déjà sensibilisés aux problématiques locales. Passionnés par la nature et les sciences du vivant, ils ne se contentent pas d'un apprentissage académique et généraliste : ils s'investissent sur le terrain dès leur première année. « Nos étudiants sont tous très engagés », se réjouit Olivia Urity, responsable du parcours EE de la licence SVT en Martinique. « Dès le début de leur cursus, ils participent à des projets en lien avec des structures partenaires comme l'Office de l'eau, l'ONF (Office nationale des forêts) ou le Parc naturel. Nous avons mis en place une véritable pédagogie de préprofessionnalisation grâce à des intervenants variés : enseignants-chercheurs, professionnels de terrain, directeurs de bureaux d'étude, etc. C'est primordial que nos programmes soient totalement connectés aux besoins du territoire. »

Études des tortues marines, suivi des écosystèmes littoraux, recensement des iguanes sur site, « ces expériences permettent aux jeunes d'être rapidement opérationnels, d'acquérir des compétences recherchées par les acteurs du territoire et surtout de tisser les premiers liens avec le monde professionnel », poursuit l'enseignante.

Volonté de faire bouger les lignes

Dans le domaine de l'écologie et de l'environnement, le pôle Guadeloupe de l'UA offre une formation plus complète et de plus longue date, avec une licence SVT proposant trois parcours (Écologie, environnement, géosciences), ainsi qu'un master BEE (Biodiversité écologie évolution) également décliné en trois spécialités, Écologie marine (EMT), Gestion de la biodiversité tropicale (GBT) et Écologie forestière (EFT, co-accrédité avec l'université de Guyane) et partenaire du programme international Tropimundo dédié à l'écologie et la biodiversité tropicale.

« Pour le parcours de master Gestion de la biodiversité tropicale, nous avons voulu nous rapprocher du tissu professionnel », précise Dr Etienne Bezault, maître de conférence, responsable de la licence SVT et du parcours Tropimundo du master BEE en Guadeloupe. L'axe est porté sur des sujets plus généralistes en lien avec l'étude et la gestion concrète en biodiversité et en écologie. « L'objectif est de favoriser l'accès à l'emploi, notamment pour des postes très demandés, niveau master ou doctorat, comme cadre et chargé de mission, en bureau d'études ou en gestion de l'environnement au sein des nombreux gestionnaires du territoire comme le Parc national, l'ONF, l'OFB



© Université des Antilles

(Office français de la biodiversité), l'ARBig (Agence régionale de biodiversité des Îles de Guadeloupe), etc. », décrit Dr Etienne Bezault.

L'important étant l'existence de partenariats et liens renforcés avec la dynamique locale. Différents experts sont sollicités pour intervenir auprès des étudiants, comme des ingénieurs et chercheurs (INRAE*, Institut Pasteur...) spécialistes des écosystèmes, de faune et flore, de géosciences, de volcanologie, etc. « Des instituts de recherches et des gestionnaires de l'environnement tels que l'OFB et le Parc national sont impliqués, soit par l'accueil de stagiaires ou via des collaborations plus directes dans des projets de recherche », poursuit l'enseignant-chercheur.

Partenaires moteurs et dynamiques

Outre les structures institutionnelles et les bureaux d'études, ces écologues diplômés peuvent aussi intégrer des associations et ONG ou opter pour l'indépendance et monter leur propre structure. « Certains font le choix, souvent pertinent, de l'entrepreneuriat », souligne Dr Etienne Bezault. « Ils se spécialisent et peuvent proposer leur expertise aux entreprises et/ou collectivités comme des études d'impact, des suivis ou de l'apport de données scientifiques. »

De plus l'université des Antilles, grâce à son école doctorale Dynamique des environnements dans l'espace Caraïbes-Amériques, permet la poursuite d'études jusqu'au doctorat, pour la formation par la recherche au plus haut niveau universitaire, également dans le domaine de l'écologie.

En Guyane, où l'université est bien plus jeune (2015), la licence professionnelle des métiers des ressources naturelles et de la forêt est « actuellement la formation à bac +3 qui prépare le mieux, en local, aux métiers de l'environnement, de l'exploitation du sous-sol et plus généralement, aux problématiques géo-environnementales », selon Dr Arnaud Heuret (enseignant-chercheur en géologie à l'université de Guyane et responsable de la licence). « Il y a quelques années encore, ces compétences n'étaient pas accessibles aux Guyanais sur leur territoire. Il est donc essentiel de leur offrir la possibilité de se former localement aux métiers liés à la filière minière et de créer des passerelles avec l'une des industries présentes en Guyane. Il s'agit aussi de développer une expertise locale en géosciences afin de soutenir le développement du territoire et d'améliorer la gestion de l'environnement. »

La majorité des intervenants est issue du monde professionnel et les stages et l'alternance font partie du cursus. « Nous avons plusieurs partenaires très moteurs et dynamiques : la Collectivité territoriale de Guyane (CTG), la Communauté de communes

de l'ouest guyanais (CCOG), la Communauté d'agglomération du centre littoral (CACL), le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM), la Direction générale des territoires et de la mer (DGTM) et l'Office de l'eau de Guyane », poursuit Dr Arnaud Heuret. « Même si nous formons globalement trop peu d'étudiants par rapport aux besoins, il y a une très bonne collaboration avec les partenaires et une belle dynamique d'embauches à la clé. »

Très souvent, aux Antilles comme en Guyane, cette génération engagée ne se limite pas aux études. Elle rejoint ou s'organise en association pour agir en faveur de l'environnement. Une mobilisation qui témoigne d'une prise de conscience et d'une volonté de faire bouger les lignes.

« Des besoins, il y en a et il y en aura »

3 questions à

Sylvie Gustave-dit-Duflo, présidente de l'Arbig, agence régionale de la biodiversité des Îles de Guadeloupe.



Selon vous, les formations universitaires en écologie aux Antilles sont-elles adaptées aux enjeux spécifiques du territoire ?

En matière de biodiversité, l'UA est opérationnelle avec une licence Sciences de la vie et de la terre assez bien adaptée. Il manque toutefois, mais la pénurie est mondiale, un cursus en écologie terrestre avec spécialisation botanique. Cette profession, autrefois sans avenir, va devenir extrêmement demandée compte tenu des enjeux environnementaux. Au niveau de l'Arbig, par exemple, nous avons un conservatoire

En conclusion, la filière universitaire Antilles-Guyane en écologie, environnement et géosciences permet, grâce à son adossement à des structures de recherche de niveau international et ses liens directs avec les acteurs du territoire, de former des jeunes à tous les niveaux, licence master et doctorat, qui montrent leur capacité de s'insérer avec succès et de manière très diverse dans nos socio-écosystèmes. Elle mérite donc l'intérêt de nos jeunes et un soutien accru de ses instances et partenaires, pour son développement au profit de l'économie verte.

*INRAE : Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement.

botanique qui va être amené à s'agrandir dans les deux à trois prochaines années. Les besoins sont là. Nos deux botanistes actuels, spécialisés en botanique tropicale, ont été recrutés au Brésil ! Ce serait donc pertinent qu'une filière se structure dans ce domaine localement.

En matière d'environnement, quelles sont les principales compétences recherchées ?

Nos territoires ont besoin de personnes formées pour de la gestion d'appui aux collectivités, des chefs de projets, des ingénieurs en biodiversité, etc. Les diplômés en master écologie peuvent être d'une grande utilité, par exemple, au sein d'une structure comme notre futur observatoire régional de la biodiversité. Des spécialistes en forêt tropicale sont également indispensables. Prenons l'exemple de Mayotte, qui, à la suite du passage de l'ouragan Chido, début décembre, souffre en termes de biodiversité. Le conservatoire botanique de la Réunion, qui dispose d'un herbier, intervient pour des remises en culture de plantes endogènes afin de relancer la végétation. Ce type de catastrophes naturelles va malheureusement se multiplier, notamment en Outre-mer. D'où l'intérêt d'anticiper et de se préparer. Nos territoires vont aussi avoir besoin de compétences dans le domaine des écosystèmes marins particulièrement impactés par le réchauffement climatique. Au Conseil régional de Guadeloupe, nous sommes en train de travailler sur des projets d'envergure menés sur une dizaine d'années autour de la biodiversité. Donc des besoins, il y en a et il y en aura !

Former des étudiants, structurer des filières... Tout cela prend du temps. Compte tenu de l'urgence de la situation, faut-il se limiter à l'université ?

Cela ne suffit pas, en effet. Au niveau de l'Arbig, nous essayons de plus en plus d'accompagner les associations afin qu'elles puissent monter en compétences, en ingénierie et obtenir des financements. Nous avons besoin d'elles pour une multitude de tâches, comme la surveillance des tortues marines par exemple. C'est finalement la mobilisation de tous, société civile, bénévoles, qui donnera des résultats.

Une génération engagée pour une société et une économie plus vertes

Dans un contexte marqué par l'urgence climatique, la perte de biodiversité et les défis environnementaux propres aux Antilles-Guyane, une génération de jeunes actifs, mobilisés et engagés, s'investit pleinement dans la transformation du tissu économique local.

« Avoir un impact réel sur le futur »

Mayat Charleton-Guitteaud

Mayat Charleton-Guitteaud, 29 ans, est chargée de mission transition énergétique à la Communauté de communes de l'ouest guyanais. Elle coordonne notamment l'élaboration du Plan climat-air-énergie territorial (PCAET). Ce dispositif national décliné au niveau des intercommunalités est un programme d'actions visant à l'amélioration de la production d'énergie renouvelable, de la qualité de l'air, à la valorisation de la biodiversité, ainsi qu'à la prévention des changements et risques climatiques.

« Cette mission me passionne car je sais qu'elle aura un impact réel sur le confort et le mode de vie de la population dans un futur à +4°C. C'est pour moi essentiel de sensibiliser les entreprises comme les citoyens aux répercussions du changement climatique et à l'importance d'adopter une démarche vertueuse ; beaucoup n'en ont pas conscience. » Pour Mayat, le fait d'appartenir à une génération plus informée que les autres sur la problématique environnementale a aussi ses travers. Elle pointe notamment l'« éco-anxiété » dont souffrent de nombreux actifs de son âge. « Ils sont pessimistes et s'interrogent sur l'utilité de leurs actions. » Pour sa part, elle regrette le manque d'investissement des anciens dans la cause environnementale, « alors même qu'ils sont responsables des dégâts actuels ». Elle note enfin qu'il est parfois difficile de faire avancer les dossiers dans le secteur public. « À moins d'avoir un élu engagé dans le projet que l'on souhaite mettre en place, c'est compliqué. Nous sommes encore perçus comme des trouble-fête, des personnes qui ne servent qu'à imposer des contraintes. »

« Nous sommes une génération charnière »

Maitena Jean

Quand on lui pose la question : « Quel projet vous tient particulièrement à cœur ? », Maitena Jean, responsable du service patrimoine pour le Parc national de Guadeloupe, hésite car il y en a plusieurs. Puis, elle se décide pour « protéger ».

« Les suivis réalisés sur nos rivières ont montré qu'il y avait une érosion de la biodiversité. Le projet vise à restaurer les berges de nos rivières grâce à des techniques de confortement utilisant une solution fondée sur la nature : le génie végétal. À la place du tout béton, l'objectif est de restaurer les forêts qui entourent les rivières pour rétablir un milieu plus profitable aux espèces locales, offrir une meilleure santé des écosystèmes tout en protégeant les personnes qui sont en aval des cours d'eaux. »



© Lou Denim

Très investie dans les problématiques locales de préservation des ressources de son territoire, son quotidien consiste à améliorer les connaissances sur les patrimoines naturels, culturels, paysagers, à suivre leur évolution pour proposer des suivis scientifiques adéquats et pérennes. Ses aspirations ? « Nous sommes une génération charnière qui a un engagement politique fort. Tout ce qui a été fait jusqu'à présent ne fonctionne pas. La quête de sens, le retour à des valeurs culturelles, trouver des solutions indéfectibles en faveur de l'avenir de notre territoire sont les préoccupations qui nous animent aujourd'hui ! »

« Concilier développement économique et environnement dans une démarche gagnant-gagnant »

Naëma Beziat

Docteure en microbiologie marine, Naëma Beziat est chargée de mission pour la surveillance des chiroptères au Parc naturel régional de la Martinique. Elle coordonne le projet Chimagua dont l'objectif est de structurer la surveillance des populations de chiroptères sur les îles de Martinique et Guadeloupe.

« Les chauves-souris sont les derniers mammifères terrestres indigènes des Antilles. Les espèces présentes sur les deux territoires (11 en Martinique, 14 en Guadeloupe) sont protégées. Nous avons besoin d'acquérir plus de connaissances sur ces espèces (effectifs, déplacements, évolution, périodes de reproduction...) pour pouvoir mettre en place des mesures de gestion adaptées. »

Arriver à créer une synergie entre tous les acteurs locaux impliqués, mettre en place des actions efficaces et pérennes afin d'optimiser la conservation des espèces, favoriser leur prise en compte dans les futurs plans de gestion et les politiques publiques, telle est sa mission. « Nos territoires sont des hotspots de la biodiversité. Je fais partie de cette nouvelle génération qui pense qu'il est dans notre intérêt de mutualiser nos compétences pour faire bouger les choses. Ça commence à venir, même si les relations humaines, c'est toujours très compliqué ! » (sourire)



© Lou Denim

« Les jeunes et les anciens sont sensibles aux questions environnementales »

Catherine Hermant



© Lou Denim

Après avoir fait de la recherche fondamentale en biologie moléculaire et génétique, le Dr Catherine Hermant s'est dédiée à la recherche liée à l'environnement et aux écosystèmes, en Guadeloupe. Elle officie, depuis 2022, à l'Agence régionale de biodiversité des îles de Guadeloupe (ARBIG), où elle est chargée de mettre en œuvre l'Observatoire régional de la biodiversité.

« Avec ce projet, notre ambition est de sensibiliser les politiques publiques et la population afin que chacun, à son niveau, puisse mettre en place des solutions pour préserver et restaurer la nature. On ne peut agir que si on connaît, or le but de l'observatoire est d'apporter des connaissances. » Vice-présidente de l'association de son quartier, elle organise des opérations nettoyage et des ateliers biodiversité pour faire découvrir l'environnement local. « Les anciens y sont très sensibles, car ils ont vu leur habitat se transformer, le béton s'imposer, les arbres et la mangrove disparaître... Ils sont moteurs pour améliorer les choses. Les jeunes sont aussi de très bons vecteurs pour faire entrer les gestes éco-responsables au sein des familles. En revanche la génération des 30-60 est plus difficile à convaincre. Ils n'ont pas le temps de s'impliquer et nous considèrent souvent comme des moralisateurs. » La scientifique se félicite de voir se multiplier les cursus et formations autour de l'environnement et du développement durable. « Cela prouve que de plus en plus de personnes s'y intéressent, nous sommes sur la bonne voie ! »

© Jean-Albert Coopman



« Beaucoup de mes amis n'ont aucun attrait pour la préservation de la nature »

Alexy Tissier



©Ronan Liétar

Sur le lac de Petit-Saut (36 000 hectares), Triton Guyane développe un projet innovant de valorisation des bois ennoyés lors de la mise en service du barrage hydroélectrique. Alexy Tissier, 23 ans, est technicien de planification.

« J'interviens en amont de la récolte pour définir où les opérateurs exploiteront et à quelle période. J'assure le suivi et la protection de la faune locale, essentiellement des oiseaux et des loutres géantes, en mettant en place des périmètres de protection. » Sur le territoire depuis l'âge de 6 ans, Alexy a toujours su qu'il travaillerait pour la défense de l'environnement, en Guyane. Après un BTS en gestion et protection de la nature, au lycée agricole de Matiti, il a suivi une licence pro Valoress (valorisation des ressources du sous-sol) à l'université de Guyane. « J'ai rassemblé le côté écologique et

le côté exploitation dans mon cursus car, selon moi, l'un ne va pas sans l'autre si on veut que la Guyane prenne son essor. Mon travail pour l'un des plus gros projets actuels du territoire montre que l'on peut allier développement économique et conscience écologique. » Convaincu d'appartenir à une génération plus éco-responsable que les précédentes, il assure pourtant faire partie d'une minorité en Guyane. « Beaucoup de mes amis n'ont aucun attrait pour la préservation de la nature. Mon enfance était tournée vers la forêt, les criques, pas forcément la leur. Lors de mes études, les effectifs ne dépassaient pas cinq ou six élèves. Il faut renforcer l'éducation à l'environnement pour attirer les jeunes vers les filières d'avenir comme l'écologie et l'agriculture responsable. Aujourd'hui, celles qui existent ont du mal à survivre par manque d'inscrits. »

« J'espère pouvoir participer à la mise en valeur de notre île et son environnement »

Mathias Diony

« Je travaille principalement sur deux projets. Le premier concerne la sensibilisation à la pêche de loisir pour lequel je développe des outils et une formation sur les bonnes pratiques afin de mieux préserver l'écosystème et diffuser des informations scientifiques. Le second a trait à la brigade d'intervention maritime (BIM), qui a pour objectif la gestion de nos déchets en mer, et dont les missions consistent à recueillir les signalements, effectuer des ramassages en bord et en pleine mer. Depuis janvier 2025, mon rôle, en tant que chargé de mission, est d'accompagner toute l'année une

commune avec la BIM. C'est l'une des grandes actions de l'Asso-Mer (association dédiée à la protection des milieux marins) dont le tour Zépal (Zéro Plastik An Loséan), qui a lieu chaque année, est un des temps forts. Dès le lycée, j'étais sensibilisé aux questions environnementales, mais j'ai ouvert les yeux sur la richesse de notre patrimoine naturel quand j'ai réalisé mon premier stage de master* au parc naturel régional de la Martinique sur le projet ABC. J'ai, aujourd'hui, accès à un havre de connaissances sur la biodiversité en travaillant à l'Asso-Mer, et cela me passionne. Ai-je le sentiment d'appartenir à une nouvelle génération engagée en écologie ? J'ai envie de répondre oui. J'espère pouvoir participer à la mise en valeur de notre île et son environnement. Dans mon quotidien, j'ai envie de porter ce message qui consiste à faire attention, respecter plus et polluer moins. Quand je discute avec mes collègues, nous mesurons l'impact concret des actions de l'association, ne serait-ce que les chiffres du ramassage des déchets en mer.

* Master Gestion de l'environnement – Connaissance et gestion des ressources environnementales en territoires insulaires Caraïbes (université des Antilles).



© Jean-Albert Coopman

« Sensible à la lutte contre les espèces exotiques envahissantes »



Jolène Rezaire

« Mon engagement en faveur de l'environnement a lieu au cours de mes études supérieures* quand je fais le choix de me réorienter après avoir d'abord envisagé une carrière dans la santé. Le projet ABC (Atlas de la Biodiversité communale) sur lequel je travaille depuis juillet 2024, à la mairie du Lamentin, prévoit un inventaire de la faune et de la flore pour permettre une meilleure gestion des différentes espèces. Nous mettons également l'accent sur la participation citoyenne, en particulier celle des jeunes avec des interventions dans les écoles. Une initiative écologique marquante à l'échelle du territoire ? Je suis particulièrement sensible à la lutte contre les espèces exotiques envahissantes comme l'iguane rayé qui menace notre iguane endémique. D'ailleurs, on observe aussi actuellement sur l'ensemble du territoire martiniquais une prolifération des lianes de la famille des Ipomées qui font des ravages. Ce sont des sujets qui me touchent en tant que Martiniquaise : comment réussir à préserver notre faune et notre flore ? C'est aussi le sens de mon engagement. Dans mon métier, j'apprécie de collaborer, réussir à allier les actions locales et synergie entre les différents acteurs pour gérer les défis écologiques qui nous attendent. »

* Master Gestion de l'environnement – Connaissance et gestion des ressources environnementales en territoires insulaires Caraïbes (université des Antilles).



© Jean-Albert Coopman

« Je fais partie de cette nouvelle génération qui pense qu'il est dans notre intérêt de mutualiser nos compétences »



Jennifer Tocny

Docteure en sciences de l'environnement, Jennifer Tocny, pilote aujourd'hui le programme de surveillance environnementale de la circonscription portuaire, en tant que cheffe de projet en ingénierie environnementale pour le Grand port maritime de la Guadeloupe (GPMG). Sa mission consiste à superviser le suivi de la qualité de l'eau, des sédiments, des espèces et espaces naturels pour évaluer l'état de santé des écosystèmes, anticiper les impacts de l'activité portuaire, apporter des mesures correctives afin de garantir une gestion durable de la biodiversité. Pour l'heure, elle avoue se réjouir de la mise en place d'un site pilote pour restaurer la mangrove dans le cadre du projet Life Adapt'Island, dont elle avait assuré la coordination technique et scientifique à ses débuts.



© Steevy Montout

« Aujourd'hui, la nature se régénère seule. Sur cette parcelle sanctuarisée, nous avons installé notre propre pépinière de palétuviers pour répondre à nos opérations futures. » Ses convictions ? « Au-delà des obligations réglementaires, le GPMG, en tant que gestionnaire des espaces naturels de sa circonscription, a une démarche volontariste en matière de préservation de la biodiversité avec notamment des actions de sensibilisation auprès du grand public. Sur nos territoires, particulièrement impactés par le changement climatique, si nous n'arrivons pas à concilier développement économique et préservation de la biodiversité, nous allons droit dans le mur ! »

« Réussir à faire avancer les projets plus rapidement »



Aurélie Boisnoir

En collaboration avec des organismes nationaux et internationaux, Dr Aurélie Boisnoir, chercheuse en écologie et physiologie des microalgues tropicales à l'Ifremer* de Martinique, travaille sur plusieurs projets de recherche portant sur les problèmes environnementaux et sanitaires, dus à la présence de microalgues. « Bien que la Caraïbe soit la 2e zone la plus touchée au monde par la ciguatera (intoxication alimentaire survenant suite à la consommation de

certaines espèces de poissons), peu de choses sont connues sur les microalgues responsables de cette maladie dans cette région. De plus, l'eutrophisation du milieu marin est un problème en Martinique. Les eaux usées peuvent se retrouver dans le milieu marin ce qui favorise la prolifération d'espèces problématiques pour l'environnement et la santé humaine. » Marraine de l'association « Elles Bougent », elle milite pour inciter les jeunes filles et femmes à s'engager dans les filières scientifiques et techniques, des secteurs où elles sont encore sous-représentées. « Il y a beaucoup de choses à faire dans toutes les thématiques même si la recherche est un véritable parcours du combattant. Il faut oser ! » Son rêve pour son territoire ? « Réussir à faire avancer les projets plus rapidement avec les gestionnaires locaux qui nous sollicitent et nous font confiance, et ne pas toujours accepter les directives prises en France hexagonale car qui mieux que nous savons ce dont notre territoire a besoin ! »

*Ifremer : institut français de recherche pour l'exploitation de la mer.

Aéroport

LE CONFORT ET LA SÉCURITÉ AVANT TOUT

Jean-Guy Rochambeau, directeur des opérations de la SAMAC

Jean-Guy Rochambeau, directeur des opérations de la **SAMAC**, gestionnaire de la plateforme aéroportuaire Martinique Aimé-Césaire, est chargé de coordonner les services, pour une expérience passager sans fausse note.

Texte Caroline Bablin – Photo Jean-Albert Coopmann

Le chef d'orchestre, c'est lui, Jean-Guy Rochambeau. « Je ne sais pas jouer de tous les instruments, mais je connais la musique », note, avec une pointe d'humour, le directeur des opérations de la SAMAC, société gestionnaire de l'aéroport Martinique Aimé-Césaire. Sa priorité : garantir la meilleure expérience passager possible.

Pour ce faire, il peut compter sur une équipe de 90 collaborateurs, spécialistes chacun dans leur domaine, et de nombreux sous-traitants qu'il faut coordonner. « Il n'y a pas de super hommes, il n'y a que de super équipes », insiste celui dont le champ de responsabilités va de la propreté des sanitaires à l'approvisionnement en carburant des avions en escale, en passant par la sûreté des vols en passant par les parkings publics, ou encore le bon fonctionnement de tous les dispositifs de sécurité en termes d'efficacité et de fluidité. Les longues files d'attente aux postes de contrôle des passagers et des bagages, « ce n'est jamais très agréable », reconnaît le directeur des opérations. Veiller au confort des voyageurs, tout en répondant aux exigences élevées du Certificat de sécurité aéroportuaire européen, tel est le défi que doivent relever au quotidien les équipes de Jean-Guy Rochambeau.

Maîtriser l'empreinte carbone

Confort et sécurité, mais sans négliger la dimension environnementale. « L'aéroport Martinique Aimé-Césaire est construit sur la mangrove », rappelle ce dernier. « Préserver la biodiversité, la qualité de l'air, de l'eau, maîtriser les dépenses énergétiques, traiter les déchets... Nous devons prendre en compte tous ces aspects », poursuit le directeur des opérations. « Nous sommes titulaires d'un label "Airport Carbon Accreditation", relatif à notre engagement en termes d'empreinte carbone ; aujourd'hui la SAMAC est au niveau 3 de ce label, ce qui engage aussi les tiers dans cette démarche », notamment les sous-traitants de la SAMAC.

« Nous avons commencé par faire un état des lieux afin de repérer les activités à forte empreinte carbone, et la climatisation en est une », constate le directeur des opérations. « À ce jour, nous finalisons les projets

qui nous permettront de nous alimenter en énergie photovoltaïque, avec des ombrières sur les parkings ou des panneaux sur le toit des bâtiments... »

Cette dimension environnementale passe aussi par l'évaluation des risques, à plus ou moins long terme, telle la montée du niveau de la mer, ou par l'anticipation de certains besoins. « Si une compagnie aérienne nous en fait la demande, nous devons être capables de lui fournir des biocarburants, par exemple. »

La SAMAC a commencé à équiper ses passerelles afin qu'un avion en escale puisse utiliser le réseau électrique de l'aéroport pour ses opérations de maintenance et d'entretien, et non des générateurs très gourmands en carburant. Un pas supplémentaire dans la modernisation de l'aéroport et pour le confort des usagers.

BIO EXPRESS

Jean-Guy Rochambeau est ingénieur, diplômé de l'École supérieure des techniques aéronautiques et de construction automobile (ESTACA), option Espace. Après son service militaire, il rejoint la compagnie Air Caraïbes, puis Air Calypso en qualité de directeur d'exploitation, puis directeur qualité. Avec deux associés, il se met ensuite quelques années à son compte et fait « de l'assistance en escale pour de l'aviation d'affaires », avant de rejoindre l'OSAC (Organisme pour la sécurité de l'aviation civile). « Nous étions sous-traitant de la DGAC (Direction générale de l'aviation civile) pour contrôler la navigabilité des aéronefs, avions et hélicoptères essentiellement. » Pendant 14 ans, Jean-Guy Rochambeau effectue des contrôles d'audit dans les ateliers de maintenance des compagnies aériennes. « Je me déplaçais de la Guyane à Saint-Pierre-et-Miquelon. » Enfin, il y a trois ans, il rejoint la SAMAC en tant que responsable du service système de management, en charge notamment de la conformité, puis directeur des opérations depuis janvier.

Environnement

PÊCHEURS AMATEURS ET CHLORDÉCONE DES SOLUTIONS EXISTENT !

La Fédération départementale des associations agréées pour la pêche et la protection du milieu aquatique de la Martinique (FDAAPPMA) propose aux pêcheurs amateurs de protéger le milieu aquatique en devenant Sentinelle des rivières. Le point avec David Desnel, chef de projet chlordécone au sein de la FDAAPPMA.

Texte Sandrine Chopot – Photo Jean-Albert Coopman

Depuis 2022, la FDAAPPMA mène des actions de sensibilisation auprès du grand public et des pêcheurs amateurs sur le risque de contamination à la chlordécone lors de la consommation des produits de la pêche. Concrètement, de quoi s'agit-il ?

On constate que 4/5 des rivières de la Martinique sont contaminées par la molécule chlordécone et que les personnes qui ont le plus de concentration de chlordécone dans leurs corps sont celles qui ont consommé des poissons et/ou crustacés venant des rivières ou des côtes contaminées. Pour rappel, la valeur toxicologique de référence dans le corps humain est de 0,4 microgrammes par litre de plasma. C'est cette valeur qui est prise en compte pour se faire décontaminer. Le taux le plus élevé observé chez une personne ayant consommé des poissons ou crustacés s'élève à 30 microgrammes.

Aujourd'hui, les côtes contaminées vont de Macouba jusqu'au François, la baie de Fort-de-France étant comprise. Notre rôle est d'informer et de sensibiliser la population de ce risque sanitaire tout en apportant aux pêcheurs amateurs des solutions alternatives.

Quelles sont ces solutions alternatives ?

Rejoindre les Sentinelles des rivières. Pour rappel, la pêche en Martinique est interdite en rivière. Sa réouverture, encadrée conformément aux dispositions du Schéma départemental de vocation piscicole de Martinique, est un objectif que se fixe la FDAAPPMA. En adhérant aux Sentinelles des rivières, les pêcheurs, en tant que membres actifs des associations de pêche en rivière en Martinique, ont l'autorisation de pêcher sous dérogation. Le marin pêcheur dispose d'un macaron prouvant qu'il respecte les cadres légaux.

Toutes les rivières sont-elles contaminées ?

La Fédération a trouvé des zones du milieu aquatique non contaminées ou contaminées en dessous des limites maximales résiduelles. Concernant le milieu marin, la pêche côtière est autorisée sur les zones côtières du Nord de la Caraïbe, de Grand Rivière jusqu'à Schœlcher, ainsi que celles du sud, des Anses d'Arlet jusqu'au Vauclin.

Par ailleurs, la Fédération est en écriture de projet afin de connaître l'ensemble des zones où les espèces peuvent être consommées et dont l'abondance le permet. En effet, la Fédération contribue à lutter contre les espèces exotiques envahissantes (EEE) qui sont une des causes principales de la disparition des espèces indigènes, comme le macrobrachium carcinus, dit kribich ou zabitan, le cacador, appelé aussi « bouc » qui deviennent de plus en plus rares. Les espèces indigènes souffrent de la présence de ces EEE et voient leurs habitats modifiés par leur prolifération.

Quels messages aux Martiniquais ?

La Fédération invite le public à participer aux moments de « pêcher/relâcher », où les espèces indigènes sont relâchées et les espèces exotiques envahissantes sont éliminées. Des tests de dépistage gratuits à la chlordécone sont proposés à l'ensemble de la population. En cas de contamination, un accompagnement diététique gratuit est mis en place pour ceux ayant des concentrations en chlordécone trop importante. Pour plus d'information, il ne faut pas hésiter à se rapprocher de Jafa Martinik (<https://www.jafamartinik.mq>) et de Promotion Santé Martinique. Lorsque votre voisin vous propose du poisson ou des crustacés, pensez à lui demander où il l'a pêché !

La FDAAPPMA en quelques mots...

Créée en 1999, la FDAAPPMA regroupe et coordonne les activités de trois associations socio-professionnelles de pêche et de protection du milieu aquatique, situées sur le nord, le centre, le sud de la Martinique. Ses principales activités sont la gestion de la ressource en eau et la protection des milieux marins, la protection des habitats aquatiques terrestres, littoraux ou marins. Depuis 2022, elle mène des actions de communication et de sensibilisation auprès du grand public et des pêcheurs sur le risque de la contamination à la chlordécone lors de la consommation de certains poissons et crustacés.



David Desnel, chef de projet chlordécone au sein de la FDAAPPMA

Prix L'AGRO-TRANSFORMATION LOCALE **RÉCOMPENSÉE**

La production locale bénéficie d'un nouveau coup de pouce en Martinique. **Carrefour Martinique** et le **PARM** (Pôle agro ressources et recherches de Martinique) ont mis en commun leur énergie et leurs compétences pour créer un prix de l'agro-transformation locale. 4 lauréats ont été récompensés pour cette première édition qui a eu un vif succès.

Texte Thomas Thurar – Photo Jean-Albert Coopman



Nicaise Monrose (président du Parm), Véronique Louise-Alexandrine (directrice marketing et commerciale du groupe Carrefour Martinique), Jean-Michel Mongis (directeur Carrefour Cluny), Pierre Gitany (directeur général Groupe Elize, secrétaire du Parm)

L'initiative est partie de la volonté de l'enseigne de grande distribution, Carrefour Martinique, qui, depuis quelques années, a mis en place, dans ses magasins, une opération de promotion pour soutenir les producteurs locaux. La responsable de la communication du PARM, Adeline Cantinol nous explique : « Un fonds d'aide a été mis en place à travers une opération qui s'est déroulée au sein des établissements Carrefour Martinique, du 5 au 17 mars 2024. Pour chaque passage en caisse, Carrefour Martinique abondait le fonds de 1 € par tranche de 20 € de produits locaux achetés ». Afin de reverser ce fonds d'aide constitué de 48 000 € à des TPE (agroalimentaire et cosmétique), Carrefour Martinique a mis en place un partenariat avec le PARM, afin d'organiser un concours de l'innovation. Avec l'expertise du PARM est né ce nouveau rendez-

vous de l'agro-transformation locale, en effet Adeline Cantinol nous a indiqué que : « Le PARM a mis en place un Comité d'attribution partenarial qui a été chargé d'organiser la sélection des candidats, la définition des critères d'éligibilité, l'élaboration d'une grille de notation. Il s'en est suivi tout un processus d'études des dossiers des candidats, de visites d'entreprises, d'analyses des produits proposés par nos équipes d'ingénieurs et enfin l'organisation du Comité d'attribution final et de la cérémonie révélation des Lauréats ».

Le fonds d'aide constitué par Carrefour Martinique a été attribué aux 4 lauréats à hauteur de 12 000 € chacun.

Le bilan est très positif pour le PARM : « Nous sommes très satisfaits des lauréats, des produits issus de la production agricole locale, magnifiés, à travers une offre innovante d'une excellente qualité ».

Palmarès de la première édition

- Dans la catégorie boisson : **Le Potager des Mornes** pour leur boisson kéfir à base de basilic cannelle.
- Dans la catégorie épicerie salée, aide culinaire & condiments : **Cerise Péyi** est lauréate pour la création de sa galette végétale.
- Dans la catégorie épicerie sucrée, produits laitiers & glaces : le prix revient à **Excellence Glaces** pour sa création originale Flamme glacée.
- Dans la catégorie produit cosmétique : **Alohé** s'impose pour son lait capillaire à base de gombo.

COUP DE PROJECTEUR SUR LES LAURÉATS



« Nous sommes une entreprise agricole, créée par Delphine Seguy et moi-même. Le kéfir est une boisson de fruit fermentée, fabriquée à partir de graines de kéfir. Ce sont des probiotiques qui facilitent la digestion, c'est une boisson santé. Petite astuce, la saveur est obtenue grâce à une variété de basilic qui a des notes de cannelle. Grâce aux 12 000 €, nous avons pour projet l'agrandissement de notre atelier de production ainsi que l'achat de matériel. »

Jessy Lessort, co-fondatrice, Le Potager des Mornes



« Avec ma sœur Fiona, qui a eu l'idée originale, et Mehdi Leibnitz, on a créé la formule à partir du gombo. On a pris toutes les vertus du gombo, telles que l'hydratation et la stimulation de la pousse du cheveu. On a ensuite ajouté l'actif pour créer le lait. Et ce lait est composé à 90 % de mucilage de gombo. Grâce à ce prix, on a prévu de changer tous les packagings de la marque. On a aussi l'objectif d'acquérir une chaîne d'embouteillage. C'est une somme qui viendra compléter tous ces projets. »

Lysa Romany, co-gérante, Alohé



« Avec ma sœur Nahomy, on voulait proposer une alternative à l'alimentation carnée. Nos galettes sont faites principalement à partir de manioc et de piments végétariens. Nous avons été inspirées par les recettes de notre maman qui est végétarienne depuis plus de 30 ans. Cette dotation va nous donner du confort pour notre développement. On aimerait refaire le packaging en carton, plus écologique que le plastique. »

Heltsy Arnaud, co-fondatrice, Cerise Péyi



« Notre Flamme glacée est composée de glace et de sorbet, le tout surmonte une génoise imbibée d'un sirop d'alcool au rhum vieux. L'ensemble est décoré avec une meringue italienne caramélisée d'où le nom Flamme glacée. Les 12 000 € serviront d'apport pour un prochain prêt, pour assurer le développement de l'entreprise. »

Pascal Feval, Maître artisan glacier, Excellence Glaces



Vos pronostics étaient-ils les bons ? Scannez ce QR Code pour découvrir les réactions du public juste avant la remise des prix.



Pôle agroressources et de recherche de Martinique
N°375 Impasse Petit-Morne
97232 Le Lamentin
05 96 42 12 78
contact@parm.mq

« MIEUX S'ORGANISER CE N'EST PAS SEULEMENT GAGNER DU TEMPS, C'EST REPRENDRE LES COMMANDES »

Parce qu'aucune semaine ne se ressemble, Karline Guillaume est passée experte dans l'art de maîtriser son temps. Mieux ! Avec **Level Up FWI**, elle forme désormais les professionnels à ses méthodes, peaufinées sur le terrain.

Texte Floriane Jean-Gilles – Photo Skylarkpictures

La 1^{re} vidéo que tu as postée sur le compte Instagram de Level Up, traitait de détox mentale, pourquoi est-il essentiel de commencer par là ?

Parce que notre cerveau n'est ni un disque dur ni un cloud ! (rires) D'ailleurs, je dis systématiquement aux professionnels, en début de coaching, d'écrire ce qu'ils ont en tête avant de commencer. C'est la condition pour avoir l'esprit clair et disponible et créer les conditions pour accueillir de nouvelles méthodes. C'est une façon de structurer ses tâches et ses pensées. Il faut imaginer notre cerveau comme une jauge : elle a ses limites. C'est pour cette raison qu'il est essentiel de ne pas nous surcharger d'informations. Dès que je suis tentée de retenir quelque chose, je le note. J'ai donc aussi vite compris les limites du papier !

Adieux stylos, carnets et feuilles volantes ?

Je suis navrée pour les amoureux du papier (rires), mais le papier c'est bien pour poser les idées, pas pour piloter efficacement une activité ! Les outils numériques sont bien plus efficaces. Ils permettent de centraliser les informations, de suivre les projets en temps réel ou encore de partager instantanément les notes d'une réunion sans attendre un compte-rendu. Toute l'équipe à le même niveau d'information, cela permet d'être plus réactif.

Quelles sont les méthodes d'organisation que tu classes en haut de ta liste ?

Il y en a deux. La matrice d'Eisenhower que je résumerai ainsi : « L'urgent vole le temps, l'important le rend ». Il est hautement dangereux pour un chef d'entreprise de confondre urgent et important, mais combien sont aujourd'hui capables de faire la différence ? La matrice d'Eisenhower est un outil aussi puissamment simple que puissamment efficace, quand on le met en pratique. La deuxième méthode est celle du time blocking, que je résumerai en empruntant l'expression à Jessy Ambrosine : « Le temps qu'on n'a pas, s'écrit ». En d'autres termes, le temps dont tu as besoin doit être écrit quelque part pour le matérialiser. L'idée est de planifier, dans son agenda, des créneaux dédiés

à une tâche spécifique, avec une redondance. Le time blocking est, pour moi, un concept incontournable. C'est un engagement envers soi-même, envers son entreprise et ses collaborateurs, car il impose une autodiscipline. Sans cette méthode, Level Up FWI n'aurait pas vu le jour !

Justement, comment est né le projet Level Up FWI ?

J'ai pris la décision de lancer Level Up FWI en juin 2024, mais cela faisait déjà quelques temps que le projet germait dans mon esprit, car mes collaborateurs et mes clients soulignaient souvent la rigueur de mon organisation. Et, jusqu'alors, je n'en avais pas conscience. Cette année-là, je suis partie en vacances, après le Festival, me disant que je ferais de ce projet ma priorité à mon retour mi-août. La méthode du time blocking m'a permis d'ancrer le projet dans mon agenda, tous les mardis matin, et je n'ai raté aucune session de travail entre mi-août et octobre, date à laquelle j'ai lancé Level Up FWI. Ce qui me plaît le plus, c'est de transmettre des théories éprouvées sur le terrain, ce qui marche dans les entreprises martiniquaises. Mieux s'organiser ce n'est pas seulement gagner du temps, c'est reprendre les commandes de son business. Depuis octobre, j'ai accompagné une trentaine de dirigeants et entrepreneurs et organisé plusieurs masterclass.

Quelle est la prochaine étape ?

Je fais 100 % de présentiel aujourd'hui, mon prochain challenge est de mettre en place des formations digitales. D'ici le 2e semestre, les masterclass basculeront en digital, pour rendre ces méthodes accessibles au plus grand nombre et vulgariser des concepts qui permettent de gagner en clarté et en efficacité. D'ailleurs, l'organisation n'est que la première brique, on parlera personal branding, communication et conseil en événementiel... tout ce qui permet de faire monter le niveau de nos entreprises antillo-guyanaises. Au fond, Ewag et Level Up FWI, c'est comme une évidence, car nous partageons une vision commune : accompagner les professionnels et valoriser les entreprises dans une dynamique d'excellence !

À suivre.



Karline Guillaume, consultante en organisation et fondatrice de Level Up FWI.

- EXPERTISE

Banque

POURQUOI S'INTÉRESSER À L'ÉPARGNE SALARIALE ?

L'épargne salariale est un outil dynamique pour attribuer de la rémunération supplémentaire sans augmenter sa masse salariale. Beaucoup de salariés ignorent qu'ils ont accès à ces dispositifs. Le point avec Michel Louisor, directeur de la Caisse de **Crédit Mutuel** de Saint-Martin.

Texte avec notre partenaire

Quelles entreprises peuvent mettre en place les dispositifs d'Épargne salariale :

Toutes les entreprises quel que soit leur statut juridique ayant au moins un salarié au sens du code du travail

Salariés, dirigeants de PME... qui peut en bénéficier ?

- Tous les salariés, avec la possibilité pour l'entreprise de mettre en place une condition d'ancienneté de 3 mois.
- Les dirigeants mandataires sociaux ou non dans les entreprises de 1 à 250 salariés
- Les conjoints-collaborateurs.

Quelles formes peut-elle prendre ?

Les Plan d'épargne entreprise (PEE) et les Plans d'épargne retraite collectifs (PERECOL) sont les véhicules mis en place dans le cadre de l'épargne salariale.

Comment peuvent-être alimentés les PEE et PERECOL ?

- Par des versements volontaires ;
- Par la mise en place d'accords d'intéressement ;
- Par la mise en place d'accords de participation ;
- Par le versement de la prime de partage de la valeur ;
- Par les transferts de PEE et PERECOL.

PEE, PER... Comment choisir le bon dispositif ?

Nous préconisons la mise en place de PEE et PERECOL car ce sont des dispositifs complémentaires offrant plus de choix aux bénéficiaires (épargnants) et permettant d'optimiser les avantages fiscaux et sociaux.

Le PEE permet d'épargner pour financer des projets à moyen terme (achat immobilier, études des enfants...) et le PERECOL est un plan d'épargne en vue de la retraite.

Qu'est-ce qui différencie intéressement et participation ?

- L'intéressement est un outil de motivation sur

mesure qui va associer le versement de primes à la réalisation d'objectifs définis dans le cadre d'un accord d'intéressement. Les salariés sont donc associés aux performances et aux objectifs de l'entreprise.

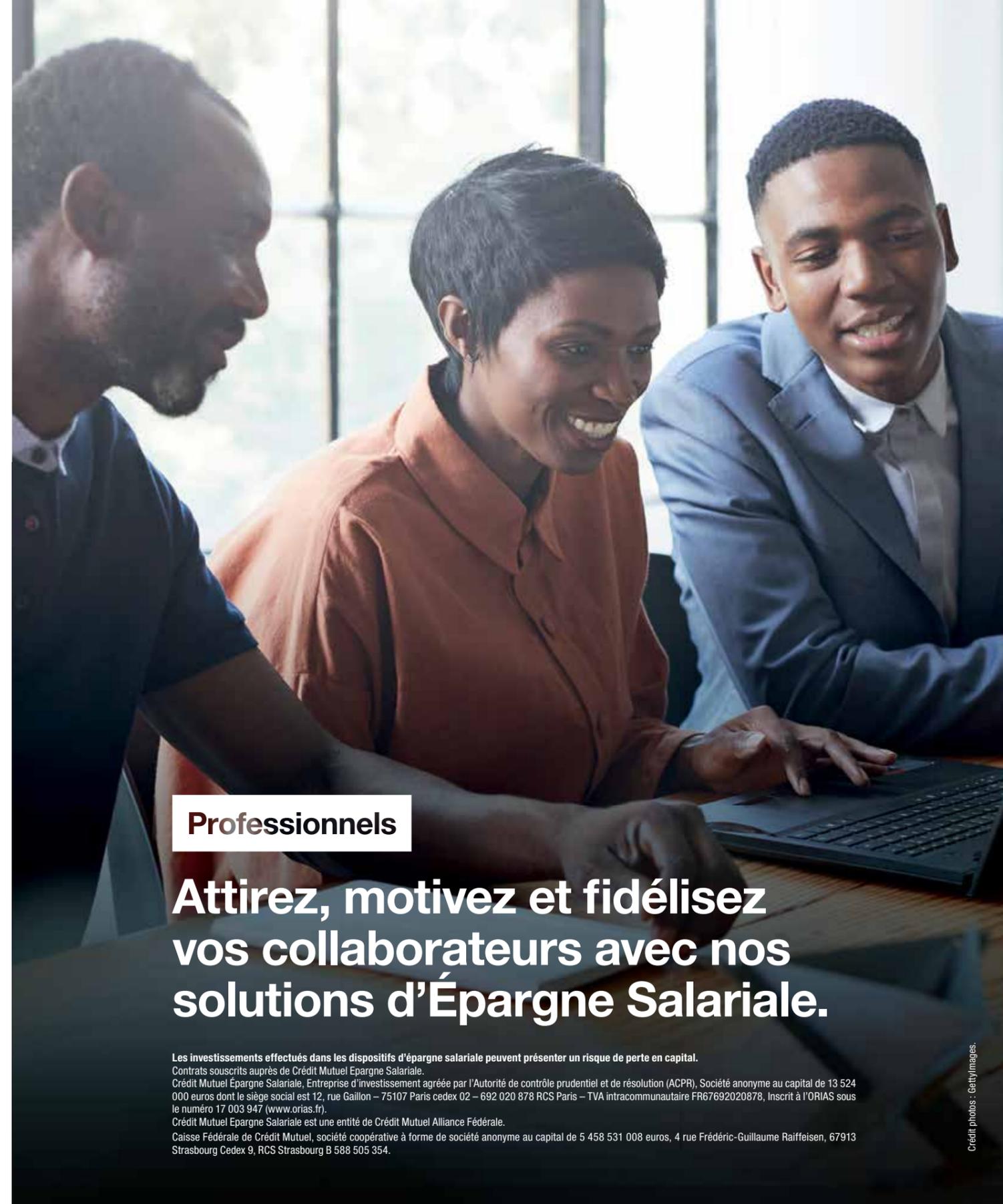
- La participation est un dispositif obligatoire à partir de 50 salariés (la loi fixe les conditions de calcul du seuil de 50 salariés) qui attribue un pourcentage du bénéfice aux salariés dans le cadre d'un accord de participation. Les entreprises de moins de cinquante salariés peuvent mettre en place si elles le souhaitent un accord de participation.

Quid des plans d'épargne PEE (Plan d'épargne entreprise) et PER (Plan d'épargne retraite) ?

- Le PEE est une solution d'épargne à 5 ans en années glissantes qui permet aux bénéficiaires (salariés et dirigeants) de se constituer un portefeuille de valeurs mobilières avec l'aide de l'entreprise. Le législateur fixe des cas de force majeure permettant la sortie anticipée des PEE. Au terme des 5 ans les sommes sont disponibles et exonérées d'impôts sur les revenus.
- Le PERECOL est une solution d'épargne à vocation de retraite constituée sous forme de portefeuille de valeurs mobilières avec l'aide de l'entreprise. Le législateur fixe des cas de force majeure permettant le déblocage anticipé des sommes placées sur le PERECOL. À la retraite, l'épargnant peut choisir sa sortie : en capital, en rente ou panachage capital et rente.

Quels sont les avantages fiscaux et comment en tirer profit ?

L'abondement de l'employeur est un vrai coup de pouce ! Maximisez votre versement pour en profiter au maximum. L'abondement est la possibilité pour l'entreprise d'effectuer un versement complémentaire au versement de l'épargnant. Cet abondement est versé en exonération de charges sociales dans des limites fixées par le législateur. Il permet un effet de levier pour l'épargnant car il vient gonfler son versement initial et les revenus générés sont exonérés d'impôt à la sortie. Gagnant - gagnant.



Professionnels

Attirez, motivez et fidélisez vos collaborateurs avec nos solutions d'Épargne Salariale.

Les investissements effectués dans les dispositifs d'épargne salariale peuvent présenter un risque de perte en capital.

Contrats souscrits auprès de Crédit Mutuel Epargne Salariale.
Crédit Mutuel Epargne Salariale, Entreprise d'investissement agréée par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR), Société anonyme au capital de 13 524 000 euros dont le siège social est 12, rue Gaillon - 75107 Paris cedex 02 - 692 020 878 RCS Paris - TVA intracommunautaire FR67692020878, Inscrit à l'ORIAS sous le numéro 17 003 947 (www.orias.fr).
Crédit Mutuel Epargne Salariale est une entité de Crédit Mutuel Alliance Fédérale.
Caisse Fédérale de Crédit Mutuel, société coopérative à forme de société anonyme au capital de 5 458 531 008 euros, 4 rue Frédéric-Guillaume Raiffeisen, 67913 Strasbourg Cedex 9, RCS Strasbourg B 588 505 354.

Crédit photos : Gettyimages.

Banque

« NOTRE ATOUT, C'EST D'AVOIR UNE PROXIMITÉ EN RURALITÉ »

Après la Martinique, Frédéric Guyonnet, président du **syndicat national de la banque et du crédit** (SNB/CFE-CGC) était en Guadeloupe, du 19 février au 4 mars. L'occasion de faire le point avec lui sur les mutations du secteur bancaire et les spécificités de nos territoires.

Texte Alix Delmas - Photo Lou Denim



Frédéric Guyonnet, président du syndicat national de la banque et du crédit (SNB/CFE-CGC)

Après la Martinique, vous êtes aujourd'hui en Guadeloupe, quel premier constat faites-vous ?

Frédéric Guyonnet : En tant que président du SNB, je rencontre l'ensemble des salariés du réseau bancaire français. Après la Réunion, Mayotte, la Martinique l'année dernière, je suis en Guadeloupe et me rendrai prochainement en Guyane. D'abord l'insularité complique la mobilité. De plus, le secteur bancaire est très féminisé, entre 60 et 70 %. Or, de nombreuses femmes connaissent ici des situations de monoparentalité que l'on ne retrouve pas ailleurs. C'est un vrai sujet pour la mobilité mais également pour repenser l'organisation du temps de travail, notamment le télétravail qui est peu utilisé ici si l'on compare avec l'Hexagone. L'autre grand sujet est bien évidemment le pouvoir d'achat.

La concentration du secteur s'est-elle accélérée cette dernière décennie ?

Le secteur bancaire est en profonde mutation depuis plusieurs années. Les banques 100 % locales n'existent plus. J'ai suivi la fermeture de la Banque des Caraïbes en 2023 ; le Crédit Martiniquais, la Banque de Guadeloupe ou même la Banque des Antilles Françaises ne sont plus. Les banques en ligne disparaissent à leur tour petit à petit. Les six grands groupes bancaires français que sont BPCE, Crédit Mutuel-CIC, BNP Paribas, Société Générale, Crédit Agricole et la Banque Postale représentent à eux seuls 98 % du marché. Aussi, parmi les 10 premières banques européennes, 5 sont françaises. La spécificité de nos banques, c'est un maillage du territoire important. Elles ont cet atout d'avoir une proximité en ruralité et d'apporter de l'attractivité au territoire.

Vous avez publié en début d'année, une enquête triennale sur les risques psychosociaux. Quels résultats prévalent aux Antilles-Guyane ?

Ici plus qu'ailleurs parmi les répondants ressortent le problème du pouvoir d'achat, un manque d'autonomie dans son travail, et les incivilités, plus nombreuses et plus violentes. Le département où il y en a le plus par nombre d'habitants est la Guyane.

A contrario, hors enquête, un point positif ici, est le fort taux d'utilisation des agences bancaires par les clients. C'est positif, car le maillage du territoire, c'est aussi ce qui fait l'emploi. Le secteur bancaire est l'un des plus adaptables à l'intelligence artificielle. Certains métiers disparaissent, d'autres se créent. Le nombre de salariés du secteur bancaire a augmenté de 2 % cette année et 2 % l'année dernière. À l'échelle du pays, ce sont 400 000 emplois.

Nous avons, je crois, un rapport à l'argent différent de celui des anglosaxons, s'ils peuvent traiter des dossiers de crédit immobilier ou de successions à distance ; chez nous, ce n'est pas possible, le contact humain et la confiance sont essentiels, surtout quand il y a des sujets émotionnels.

Banderole
Beach Flag
Kakémono
Casquette
Tote Bag
Tee-Shirt
Prospectus
Carte de visite
Brochure
Calendrier
Stylo
Gobelet

0596 70 53 01
contact@dreamprint.fr
Dreamprint MQ
dreamprint_martinique
Dream Print

DREAM Déco

Totem
Covering
Enseigne lumineuse
Enseigne drapeau
Vitrophanie
Signalétique

0696 77 35 37
contact@dreamdeco.fr
dreamdeco_martinique
www.dreamdeco.fr

Assurance

5 BONNES PRATIQUES POUR DÉCLARER UN SINISTRE !

Souscrire une bonne assurance pour protéger toute votre famille est essentiel, mais lorsqu'un sinistre survient, certaines erreurs peuvent retarder l'indemnisation. **Le comité des assureurs des Antilles-Guyane (CAAG)** dresse la liste des cinq actions principales à respecter.

Texte Sarah Balay - Photo Lou Denim



1. Déclarer son sinistre dans les délais

Vous êtes victimes d'un dégât des eaux, d'un incendie, d'un accident, d'un vol ? Prenez le temps de bien relire afin de connaître le délai de déclaration de sinistre fixé par votre assureur. La réglementation prévoit un délai de 2 jours en cas de vol et 5 jours ouvrés pour tous les autres cas.

Déclarez immédiatement votre sinistre via l'application mobile de votre assureur, par téléphone ou en ligne. ✓

2. Respecter le formalisme exigé

Un dossier mal renseigné ralentit l'examen de votre demande. Excepté en matière d'assurance de dommages ouvrage, il n'existe aucun formalisme pour effectuer votre déclaration de sinistre. Un mail, un SMS, un courrier simple ou un appel téléphonique pourraient suffire. En pratique, mieux vaut effectuer votre déclaration par lettre recommandée avec avis de réception afin de pouvoir apporter la preuve de votre envoi, en cas de contestation.

Rassemblez dès la déclaration les photos, factures, devis, témoignages ✓

3. Compter sur l'expertise de votre assureur

Ne négligez pas l'expertise de votre assureur. Si une expertise est nécessaire et que vous tardez à la programmer, votre indemnisation prendra plus de temps.

Facilitez la visite de l'expert et préparez tous les documents demandés ✓

4. Respecter les conditions du contrat

Le contrat d'assurance obéit aux principes généraux énoncés dans le code civil mais il fait l'objet, en outre, d'une réglementation particulière. Si vous n'avez pas respecté les mesures de sécurité exigées (ex : absence d'alarme pour un vol), l'assureur peut réduire ou refuser l'indemnisation.

Relisez bien votre contrat et suivez les recommandations imposées ✓

5. Accepter une indemnisation sans vérification

L'indemnisation proposée peut être inférieure aux dommages réels. Une fois acceptée, elle est souvent définitive. Si vous avez un désaccord avec votre assureur, il faut essayer de résoudre le différend avec les services de la compagnie (conseiller, service clientèle). Si le litige persiste, vous pouvez saisir le médiateur de l'assurance ou de la justice.

Vérifiez l'offre, comparez avec vos évaluations et demandez une contre-expertise si nécessaire. ✓

Comité des Assureurs Antilles-Guyane
 @Comité des assureurs Antilles-Guyane
 secretariatcaag@gmail.com



COMITÉ DES ASSUREURS
ANTILLES GUYANE

N°1 - Avril 2025

RIMÉD+

Le mag santé qui nous ressemble

PEAU
Le vitiligo, maintenant ça se soigne

PLANTE
Un chardon béni des cieux

DOSSIER SPÉCIAL
Mon diabète je le gère !

By EWAG

Le seul magazine 100 % santé des Antilles-Guyane.
 Disponible en pharmacie et lieux de santé.

@Rimédbyewag

Pour recevoir en avant-première toutes les infos du mag santé
SCANNEZ-MOI

Carte blanche à bonfilon.info

ET SI ON REMPLAÇAIT LA LETTRE DE MOTIVATION PAR... ?

« Je suis très enthousiaste à l'idée de mettre mes compétences au service de votre entreprise », « Je suis volontaire et motivé », « Je suis convaincue que mes compétences seront un atout pour votre structure », « Il me semble que ce poste est fait pour moi », etc. Vous êtes fatigué de lire ces traditionnelles phrases pleines d'entrain et de confiance en soi dans les lettres de motivation que vous recevez ?

Texte Axelle Dorville, rédactrice chez bonfilon.info

Vous êtes frustré à l'idée de rencontrer un énième candidat qui ne correspond malheureusement pas à vos attentes malgré un CV vendeur et une lettre de motivation parfaite ?

Peut-être est-ce le moment de tester des alternatives à la lettre de motivation, qui ne permet pas toujours de présumer de la motivation réelle du candidat et de sa personnalité.

UN FORMULAIRE DE QUESTIONS

Aussi simple qu'efficace, cette alternative permet de ne rien laisser au hasard en posant LES questions auxquelles vous souhaitez une réponse pour présélectionner les candidats. À toutes fins utiles, voici une proposition de trame de questions :

- Qu'est-ce qui vous attire dans ce poste ?
- Qu'est-ce qui vous plaît dans ce secteur d'activité ?
- Quels éléments de votre expérience (académique, professionnelle, de loisirs) seraient pertinents pour ce poste selon vous ?
- Qu'avez-vous pu réaliser de notable qui pourrait être utile pour ce poste selon vous ? (n'hésitez pas à illustrer avec des chiffres et/ou des exemples concrets)
- Que vous imaginez-vous accomplir à ce poste ?
- Comment vous projetez-vous à cinq ans ?

Ces questions étant déjà traitées en amont de l'entretien, celui-ci pourra s'organiser autour d'un cas pratique, d'une mise en situation ou simulation réelle.

UNE PRÉSENTATION EN DIAPOSITIVES

De nombreuses professions mobilisent des compétences semblables, dites compétences transférables : organiser des idées, structurer une prise de parole, gérer des projets, avoir un esprit de synthèse, démontrer une vision créative, à titre d'exemple. Afin de sortir de l'exercice éculé de la lettre de motivation, pourquoi ne pas demander une présentation visuelle ? Cela pourra permettre de tester les compétences transférables du candidat, tout en découvrant son profil de façon plus ludique. Il peut être nécessaire d'indiquer les grands sujets devant apparaître dans la présentation afin de mieux cadrer l'exercice : portfolio, description de projets, recommandations de précédents employeurs, etc.

UN « PORTRAIT CHINOIS » EN VIDÉO

Le format vidéo a l'avantage de permettre au candidat d'incarner son CV et de révéler un peu de sa



personnalité. C'est l'occasion pour l'employeur qui recrute de découvrir le candidat sous un angle un peu moins formel que l'entretien, avant la prochaine étape du processus de recrutement.

Contrairement au formulaire de question dans lequel les candidats peuvent se raconter en longueur, le format vidéo invite lui à être plus concis et direct. Tout comme le portrait chinois d'ailleurs ! Alors pourquoi ne pas s'appuyer sur le meilleur de ces deux formats ? Voici quelques prompts qui pourraient être utilisés et leur intérêt :

- Pour identifier si vous pouvez offrir une expérience similaire : si j'étais une seule de mes expériences professionnelles, je serais... car...
- Pour se projeter dans les projets possibles avec ce candidat : si j'étais un de mes projets les plus remarquables, je serais... car...

- Pour se faire une idée de la connaissance du secteur : si j'étais un concept lié à [secteur d'activité], je serais... car...
- Pour un aperçu de la personnalité : si j'étais une qualité au travail, je serais... / si j'étais une citation, je serais... car...
- Pour un aperçu des valeurs : si j'étais une cause, je serais... car...
- Pour évaluer a minima la compréhension du poste proposé : Si j'étais un animal représentant ce poste, je serais... car...
- Pour les métiers créatifs et de la communication : si j'étais un livre/un film/un réseau social, je serais... car...

Si le recrutement peut être un exercice difficile et décevant, expérimenter ces alternatives à la lettre de motivation pourrait révéler de (bonnes) surprises.



RETROUVEZ PLUS
DE CONTENUS
SUR L'EMPLOI SUR
BONFILON.INFO

bonfilon
by EWAG

ANTILLES-GUYANE
contact@bonfilon.info

Tendance au travail

CHÔMAGE DES SÉNIORS

LA NOUVELLE DONNE

Depuis le 1^{er} avril, les mesures de la convention d'assurance chômage, actée mi-décembre, sont entrées en application. Afin de tenir compte de la réforme des retraites de 2023, de nouvelles règles d'indemnisation impactent les séniors. Texte Sarah Balay - Photo Getty Images



EN CHIFFRES

- > En 2023, **58,4 %** des personnes âgées de 55 à 64 ans avaient un emploi, contre 82,6 % de celles âgées de 25 à 49 ans (ministère du Travail, 2024).
- > Le taux d'emploi des séniors, en France, demeure inférieur à la moyenne relevée dans l'Union européenne, qui est de **63,9 %** (ministère du Travail, 2024).
- > Un senior demandeur d'emploi met **6 mois** de plus à retrouver un emploi (France Travail).
- > D'après le baromètre Landoy-Ifop (2024), **64 %** du panel interrogé juge qu'avoir 50 ans ou plus constitue un inconvénient aux yeux des recruteurs.

Pourquoi cette réforme ?

Cette réforme, applicable depuis le 1^{er} avril, est une conséquence logique du report de la retraite de deux ans, de 62 à 64 ans. Les salariés sont censés rester deux ans de plus en emploi. Il s'agit là de mesures d'économie importantes pour France Travail car, contrairement aux plus jeunes, les séniors épuisent souvent la totalité de leurs droits. Ces nouvelles règles soulèvent toutefois des interrogations, puisqu'elles impactent une population déjà vulnérable face aux difficultés du marché du travail.

L'âge minimum relevé

L'une des mesures clés de la réforme de l'assurance chômage porte sur l'âge d'accès aux dispositifs spécifiques destinés aux séniors. Actuellement fixé à 53 ans, cet âge est relevé à 55 ans. Résultat : les demandeurs d'emploi âgés de 53 ou 54 ans ne

pourront plus prétendre à une durée d'indemnisation prolongée (22 mois et demi) dont ils bénéficiaient jusqu'ici pour compenser le fait qu'il est généralement plus difficile pour eux de retrouver un emploi. Ils sont désormais alignés sur le régime général avec une durée maximale de 18 mois d'allocation chômage. La durée d'indemnisation est de 22,5 mois pour les allocataires de 55 et 56 ans et de 27 mois pour ceux de 57 ans et plus.

Un calcul d'indemnité défavorable

La réforme prévoit également du changement quant à la période de référence utilisée pour calculer les indemnités chômage. Au lieu de 36 mois auparavant, ce sont les 24 derniers mois de salaire (au même titre que tous les autres demandeurs d'emploi) qui seront pris en compte. Le calcul pourrait, dans certains cas, s'avérer moins avantageux.

8 CONSEILS POUR TROUVER UN EMPLOI APRÈS 50 ANS

1. FAIRE DE SON ÂGE UN ATOUT

Qui dit séniors, dit expérience, expertise, stabilité, sagesse, capacité à organiser le travail, à manager les équipes.

2. AVOIR LES BONS ARGUMENTS FACE AUX IDÉES REÇUES

(salaire, nouvelles technologies...) en insistant sur ce que l'on peut apporter à l'entreprise.

3. STRUCTURER SON CV VIA DES BLOCS COMPÉTENCES

(accueil client, gestion de projet, animation commerciale, management...).

4. CIBLER LES ENTREPRISES QUI RECRUTENT DES SÉNIORS

(PME, TPE plutôt que grands groupes).

5. ACTIVER SON RÉSEAU PROFESSIONNEL

via d'anciens collègues ou les réseaux sociaux tels que LinkedIn.

6. SE FORMER AU DIGITAL, pour rester à la page.

7. RESTER OUVERT, élargir son spectre de recherches.

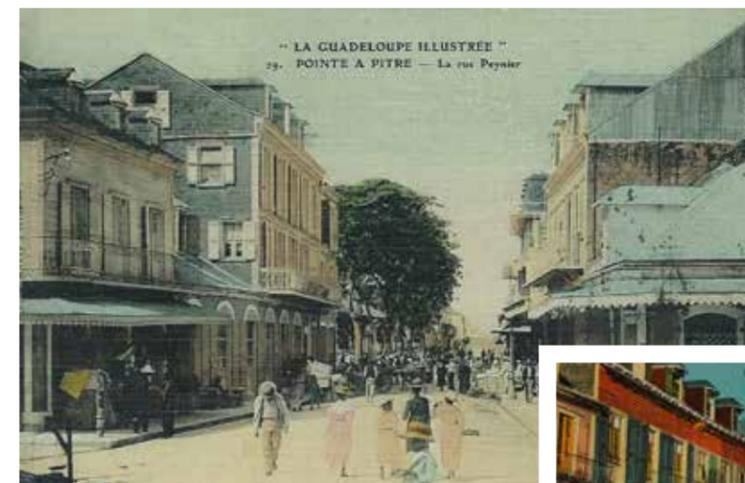
8. SE FAIRE ACCOMPAGNER (France Travail, APEC, associations spécialisées).

(Source : France Travail)

Préserver le souvenir

L'itinéraire du mois s'apparente à une chasse au trésor. Des œuvres précieuses sont enfouies dans les méandres de nos archives territoriales et départementales. Rarement exposées ou parfois disponibles uniquement à la consultation, dans le cadre de recherches, de nombreux documents sont aujourd'hui numérisés et accessibles au plus grand nombre. Collections de photographies ou de cartes postales, correspondance, périodiques et revues, ouvrages historiques et registres plusieurs fois centenaires sont les traces indélébiles de notre histoire, mémoire de notre patrimoine.

Texte Floriane Jean-Gilles



LA COLLECTION DE CARTES POSTALES ANCIENNES

Les premières cartes postales illustrées apparaissent, en Guadeloupe, au début des années 1900. 1 916 cartes illustrant les 34 communes guadeloupéennes composent la collection, qui n'est pas close. Artisanat, agriculture, paysages, faune, célébration, individus... les cartes postales sont des chroniques de la vie quotidienne. Entre 1900 et 1901, l'imprimeur Pierrefort, l'éditeur Dolivet ainsi que les photographes Edgard Littée « Phos » et Le Boucher sont identifiés comme les pionniers du secteur. Un peu plus tard, à partir de 1907 jusqu'en 1910, l'éditeur Caillé, installé à Pointe-à-Pitre, édite une collection d'environ 300 cartes intitulée « La Guadeloupe illustrée ».

Archives départementales de la Guadeloupe
Bisdary
97113 Gourbeyre



LES REGISTRES NOMINATIFS D'ESCLAVES

Fin 2023, les registres nominatifs d'esclaves ont été exposés pour la 1re fois, à Rémire-Montjoly. Un patrimoine documentaire exceptionnel, répertorié « Mémoire du monde » par l'UNESCO, qui rassemble l'état civil des esclaves entre 1834 et 1848, les registres de déclarations de marronnage et d'affranchissement. Y sont également consignés les avis de naissances, baptêmes, mariages et décès. Ces registres ont été rapatriés en Guyane en 2022, après avoir été conservés dans l'Hexagone à partir de 1956. Les registres de marronnage consignent des détails tels que le prénom du marronneur, le signalement et les circonstances d'évasion, le nom et qualité des maîtres, le lieu d'où le marron est parti, la date de déclaration du marronnage et, éventuellement, les lieux et date de rentrée, de capture ou de mort du marron, ainsi que le nom du capteur.

Archives territoriales de Guyane
85, avenue Jean-Marie Michotte
97354 Rémire-Montjoly

MARTINIQUE CODE DE LA MARTINIQUE



Le 27 avril 1767, de Peinier, alors intendant de la Martinique, rédige une lettre autorisant l'impression du Code de la Martinique. L'ouvrage est imprimé à Saint-Pierre, sous les presses de Pierre Richard, imprimeur du roi. C'est, à ce jour, le plus ancien ouvrage connu imprimé en Martinique. Un livre aussi rare que précieux de 552 pages, où sont consignés, par ordre chronologique, les actes législatifs de mars 1642 (Edit du roi, concernant l'établissement de la Compagnie des îles de l'Amérique) au 9 novembre 1754 (Arrêt du conseil souverain, concernant les orfèvres). Il y est aussi question de l'église, de l'armée, des finances, du commerce, de la marine, de la justice et de la police. L'ouvrage a été réédité en 1807.

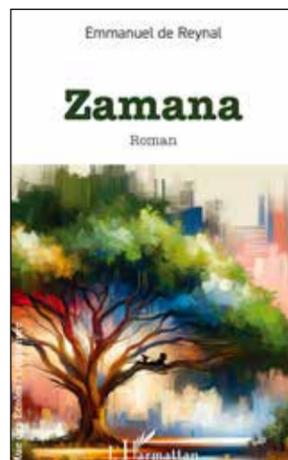
Archives Territoriales de Martinique
19, avenue Saint-John Perse
Tartenson
97200 Fort-de-France



Page à page 

LITTÉRATURE
avec Claire Richer

Découvrez la sélection littéraire d'avril, en partenariat avec Zitata TV.



ZAMANA

Emmanuel de Reynal, éditions l'Harmattan, 2024.

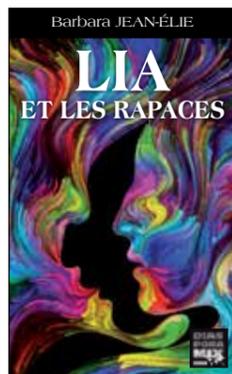
Zamana est le nom d'un arbre majestueux, le roi de la forêt. Celui planté au cœur d'une habitation créole, au début du XIXe siècle, dans le Nord de la Martinique, est l'observateur imperturbable des mouvements de femmes et d'hommes qui se succèdent au fil du temps et animent la propriété, des cycles successifs de croissance et de déclin qui rythment l'économie des habitations, des intempéries naturelles qui ravagent l'île comme les cyclones et l'éruption de la Montagne Pelée. Avec une grande sagesse, le zamana porte un regard curieux, fasciné, quelquefois interrogateur, sur les choix et la vie des humains qui semblent être sans racines. Zamana est aussi un bel hommage aux valeurs de solidarité et d'entraide qui règnent au sein du monde de la nature. Un appel à une prise de conscience pour plus d'écologie et ramener l'humain à plus d'humilité.



LIA ET LES RAPACES

Barbara Jean-Élie, éditions DiasporaMix, 2024.

L'histoire de l'amitié de deux jeunes adolescentes, Lia et Léa, qui se découvrent et évoluent ensemble, à la Martinique, entourées de leurs amis du lycée. Elles sont confrontées aux maux et difficultés de la société contemporaine, comme la drogue, le harcèlement, les réseaux sociaux, les premiers amours. Léa est la meilleure amie de Lia. Mais l'amitié n'est pas une arme absolue contre les rapaces ! Barbara Jean-Élie nous fait partager leurs joies, tourments, interrogations et incompréhensions, au sein de leur univers amical et familial, pour une meilleure compréhension du monde actuel, dans une écriture réaliste et authentique.



HYPALLAGES

Suzanne Dracius, éditions Desnel, 2024.

Hypallages, figure de style littéraire, est le titre choisi par Suzanne Dracius pour son dernier ouvrage. Une façon de mettre en lumière l'histoire de femmes oubliées par l'histoire, des figures de femmes défigurées, transfigurées par le récit : Lumina Sophie, l'héroïne de 19 ans, qui a sacrifié sa vie à sa cause ; Suzanne Césaire, militante féministe, pionnière de l'afro surréalisme et autrice ; Paulette Nardal, l'inventrice méconnue du concept de négritude ; la controversée Joséphine impératrice des Français et Olympe de Gouges, qui dénonce sans ambages l'esclavage. « J'écris au féminin pluriel, en féminité épanouie, qui n'est pas seulement une féminine attitude et va au-delà du féminisme, étape obligée mais transitoire. La féminité prône la certitude qu'il ne faut laisser personne nous gâcher le plaisir d'être femme », nous explique Suzanne Dracius.



Quelle que soit la taille de vos colis nous avons toujours la solution !



TRANSPORT EXPRESS
DÉMÉNAGEMENT
TRANSPORT DE VÉHICULES
STOCKAGE, EMBALLAGE...

TRANSPORTS PUBLICS | ROUTIERS | MARITIMES | GUADELOUPE | MARTINIQUE | ST MARTIN | ST BARTH | DOMINIQUE

0590 411 287 / 0690 808 808

3-4 Impasse Jean-Marie Jacquard - BP 2043 - 97192 jarry cedex - contact@tprm-transports.com

INSTANT DÉCO
avec Chloé Lasserre

La qualité des outils : clé d'une finition impeccable

Un bon artisan sait qu'un pinceau ou un rouleau de qualité fait toute la différence. Car une mauvaise application de la peinture ou du vernis peut nuire au rendu final, créant des traces, des bulles ou un effet inégal.



Bois, métal, mur lisse ou texturé : chaque surface requiert un outillage spécifique. Pinceaux à poils naturels pour les lasures, rouleaux microfibres pour une application sans traces, brosses spécifiques pour les effets patinés... Bien choisir son matériel permet d'optimiser le rendu tout en facilitant le travail et en garantissant un résultat propre, homogène et professionnel.

DES OUTILS AU SERVICE DE LA CRÉATIVITÉ

L'outillage ne sert pas uniquement à appliquer une peinture ; il est aussi un allié pour créer des effets uniques. Outre le rouleau et la brosse, qui restent les outils indispensables, il existe différents outils qui permettent de modifier

l'aspect de la peinture. Éponges, brosses à pochoir, peignes à effets... Autant d'outils qui permettent de donner du caractère à un mur, un meuble ou un objet de décoration. Ainsi, la taloche permet de donner un léger relief sur une couche de peinture épaissie tandis que la spatule apporte des nuances sur la couleur, en créant des zones plus claires que d'autres.

DURABILITÉ ET ÉCONOMIE À LONG TERME

Investir dans des outils de qualité permet de les réutiliser sur plusieurs projets. Un bon entretien prolonge leur durée de vie et évite les dépenses inutiles en remplaçant constamment des pinceaux



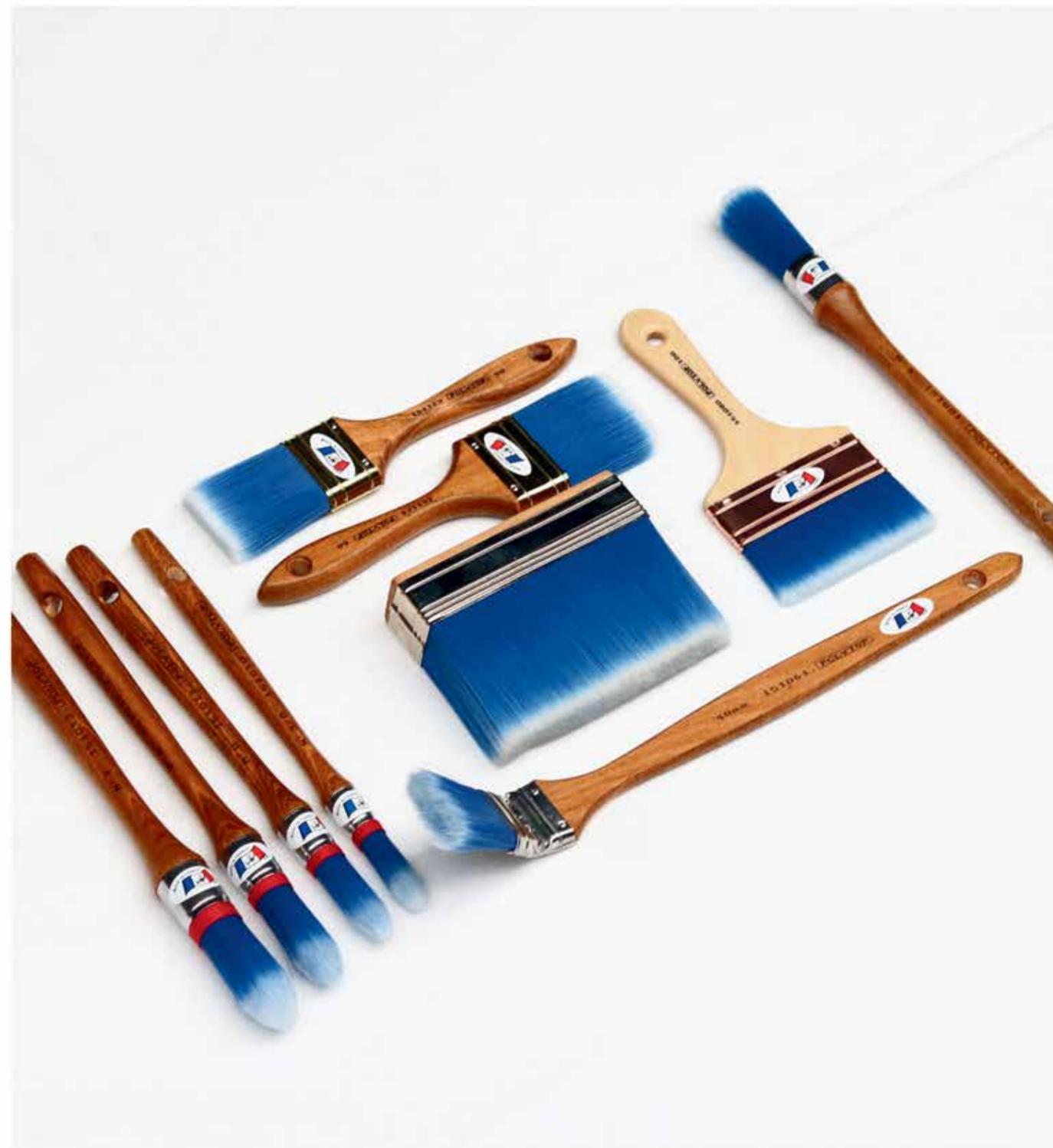
usés ou des rouleaux de mauvaise qualité qui s'effilochent. Pour la peinture à l'eau, rincer ses pinceaux à l'eau savonneuse suffit ; pour la peinture glycéro (longtemps appelée peinture à l'huile), un produit spécial est requis. Dans les deux cas, les laisser sécher avant de les ranger est indispensable. Et entre deux couches, emballer son rouleau et ses pinceaux dans du film alimentaire conservera leur souplesse jusqu'à la prochaine utilisation.

NE PAS NÉGLIGER LE CONFORT D'UTILISATION !

Un manche ergonomique, une brosse qui retient bien la peinture sans goutter, un rouleau qui glisse sans effort... Ces détails améliorent l'expérience de décoration et permettent d'obtenir un rendu impeccable sans y passer des heures. Par exemple, un manche en bois pour un rouleau ou un pinceau est bien plus agréable à manier qu'un manche en plastique.

LA RECOMMANDATION DE GRANBLEU

GranBleu met à l'honneur une entreprise labellisée Entreprise du Patrimoine Vivant : Ridremont et Brosserie Nouvelle, qui fabrique tous ses pinceaux et brosses à la main, un savoir-faire qui se transmet depuis 200 ans.



GRANBLEU
LE VOYAGE COMMENCE CHEZ VOUS

PEINTURE - PAPIER PEINT - BÉTON CIRÉ - CHAUX DÉCORATIVE - INTERRUPTEURS - OEUVRE D'ART - BROSSERIE

451 RUE CADASTRE - IMMEUBLE CARMÉLIA - ÉTANG Z'ABRICOT - 97200 FORT-DE-FRANCE
0696848395 - SHOWROOM@GRANBLEU.COM - WWW.GRANBLEU.COM - @GRANBLEU.DECO

04

— LIFESTYLE

[45 MINUTES]
(ou presque)
pour mieux comprendre

LA PENSÉE DÉCOLONIALE VOUS AVEZ DIT « DÉCOLONIAL » ?

Colonialité, Sud global, pluriversalisme... ce nouveau lexique façonne les contours des pensées décoloniales qui interrogent la persistance des rapports de domination après les indépendances. La playlist de ce numéro interroge le terme « décolonial », qui a suscité la controverse dans le débat médiatico-politique ces dernières années.

Texte Floriane Jean-Gilles



05

— LIFESTYLE

[INTERVIEW]

En balade avec Ludovic Louis

Ludovic Louis co-signe la bande originale du biopic Fanon, en salles depuis le 2 avril. Nous l'avons rencontré, en février, juste avant son concert unique en Martinique. Suivez le guide, et en musique !

Texte Floriane Jean-Gilles



© Stéphane Kerrad

00:00 ————— 43:00



Afrotropiques. Pensées et pratiques décoloniales. Marie-Yemta Moussanang reçoit Lissell Quiroz à la Gaîté Lyrique

Pour comprendre l'origine du mouvement. Et si vous êtes coincés dans les embouteillages... écoutez tout l'épisode – temps d'écoute totale : 1h35min



12'00

(À partir de 12'12 jusqu'à 24'08)



« La perspective décoloniale critique l'universalisme comme projet impérialiste », propos recueillis par Séverine Kodjo-Grandvaux – Le Monde

Cet article et le suivant présentent les deux postures antagonistes qui ont agité le débat autour des pensées décoloniales. Il est important d'apporter cette contradiction, et nous avons souhaité le faire via le même média.



3'00



Pierre Gaussens, sociologue : « Les études décoloniales réduisent l'Occident à un ectoplasme destructeur », propos recueillis par Youness Bousenna – Le Monde



5'00



Stéphane Dufoix, Décolonial, coll. Le mot est faible, Paris, anamosa, 2023 : chapitre 3 « Naissances du décolonialisme » et chapitre 8 « Vers la décolonie »

Toutefois la rédaction vous invite à lire l'intégralité de l'ouvrage si vous avez un peu plus de temps à y consacrer – temps de lecture totale : 1h. Cet ouvrage analyse comment le terme « décolonial » s'est immiscé dans le débat français et lui redonne son sens originel.



15'00



« 7 figures de l'écologie décoloniale » in Crise écologique. Faire face à l'héritage colonial, Clea Chakraverty, Léa Dang, Christelle Gilabert et Victoire Radenne (texte), Melek Zertal (illustrations), p. 30-33, Socialter n°66.

Les pensées décoloniales s'appliquent à tous les domaines, un exemple ici avec l'écologie.



8'00



Retrouvez
la playlist
complète

[MADININA] TU VIS ENTRE LES ÉTATS-UNIS, L'HEXAGONE ET LA MARTINIQUE, QU'EST-CE QUI TE RAMÈNE TOUJOURS ICI ?

C'est le pays ! Mes origines, ma terre... même si je suis né et j'ai grandi en Normandie, je suis Martiniquais et fier de l'être. J'ai besoin de revenir, d'être au pays, de m'en imprégner, ma famille est ici. Pour moi, c'est la plus belle île du monde.

[SUNRISE] OÙ AIMES-TU REGARDER LE SOLEIL SE LEVER ?

La dernière fois c'était en Guadeloupe, à Sainte-Anne. On s'est posé sur un rebord de plage. Ce que je trouve majestueux là-dedans, c'est qu'il n'y a pas un bruit hormis celui des vagues... le dieu Soleil se lève et c'est juste incroyable ! En Martinique, c'est plutôt les couchers de soleil que j'aime admirer.

[SUNSET ON THE BEACH] OÙ VAS-TU ADMIRER LE COUCHER DE SOLEIL ?

Sur la plage des Anses d'Arlet. Avec le clocher en toile de fond et la dame qui vend ses chichis, magique !

[WAVES] OÙ AIMES-TU ALLER TE Baigner ?

Il y a tellement d'endroits ! En partant du nord, j'aime bien le Carbet, et la plage de Schœlcher en redescendant, parce que c'est souvent là que je vois mon parrain. Ensuite, l'Anse Mitan, parce qu'on peut faire des longueurs. J'adore la plage des Anses d'Arlet, pour son décor de carte postale, l'anse Dufour, l'anse Figuier, Pointe Marin... Désolé pour la côte Atlantique, mais je suis plutôt côte Caraïbe (rires).

[LE TEMPS] QUEL LIEU EST ASSOCIÉ À TON PLUS BEAU SOUVENIR D'ENFANCE ?

Chez ma grand-mère, au Lamentin, à Roche Carré. Parce que c'est là que je retrouvais mes cousins. Et le

deuxième lieu important pour moi, c'est l'aéroport, quand tu débarques de l'avion, je me rappelle encore de la sensation à l'ouverture de la porte : l'humidité et l'odeur du pays. Ce parcours, de l'aéroport jusqu'aux hauteurs du Lamentin, m'a beaucoup marqué.

[LH TO LA] QUELLE EST LA PLUS BELLE SCÈNE OÙ TU AS JOUÉ ?

Celle qui m'a le plus marqué, c'est la scène de Las Vegas, en 2012, parce que j'ai eu la chance de jouer pour Mohamed Ali et Quincy Jones. Ce n'est peut-être pas la plus belle scène, parce que ça reste une salle de concert, mais les émotions que cette scène et ce lieu m'ont apporté ce jour-là font que c'est, jusqu'à présent, le moment le plus fort de ma carrière.

NDLR : [Morceaux issus des albums de Ludovic Louis, Rebirth et If Everything is written]

EWAG BUZZ

Ce qu'il ne fallait pas louper !

Voici les contenus qui vous ont captivés ces dernières semaines. Des thématiques inspirantes, des personnalités marquantes, et des sujets qui résonnent avec nos territoires, (re)découvrez les moments forts qui ont marqué nos plateformes !



LE FILM COUP DE POING MADE IN GUADELOUPE

Tourné ici, raconté par nous, Zion a électrisé son public dès l'avant-première. Suspens, émotions, authenticité : le cinéma ultramarin qui prend aux tripes. Et vous, êtes-vous allés le voir ?

▶ 31,2 k vues
♥ 1,9 k interactions



FACTRICE DU LIEN À MARIE-GALANTE

À Capesterre, Mirella Samson ne livre pas que du courrier : elle crée du lien. Depuis 12 ans, elle relie les gens, avec un mot doux, un sourire, une présence. Un métier du quotidien, un rôle essentiel pour toute une communauté.

▶ 32,2 k vues
♥ 512 k interactions



OSER TOUT À 40 ANS

À 40 ans, plus d'excuses. Karline Guillaume a foncé. Autodidacte, elle a créé son propre festival en Martinique, surmontant le syndrome de l'imposteur et les galères de financement. Une interview qui bouscule et inspire. Version longue dispo sur YouTube !

▶ 43,5 k vues
♥ 1,3 k interactions



@EWAG.FR



SOIRÉE 100% FEMMES
Du 26/03/25 au Palm



1. Lydia Allard Maison (SARC) et Marie Ozier-Lafontaine (Ozla) / 2. Stéphanie Rossignol (Droldedam) / 3. Emmanuelle Crésus et Lisa Ronsin (Le Palm) / 4. Christine Dubarry (Rubis) / 5. Katy Largen (Comia et Inovagro) / 6. Cécile Simonnot (Réseau L.I.L.A.S.) et Sylviane Batta (BeBooster Academy) / 7. Céline Paderna (Cap Nord) et Audrey Florent (CCIM Formation) / 8. Catherine Rodap (Medef) et Nathalie Sébastien (Samac) / 9. Mirella Chantelou (Impact Communication) et Claude Titina (Conseil de dirigeants) / 10. Photos ambiance



Les livres aujourd'hui

Si on vous demande quel est le dernier livre que vous avez aimé, vous allez donner le titre sans préciser si vous l'avez lu en format papier, en format numérique, en format audio, ou même parfois en format BD. Ce qui montre bien la diversité des livres d'aujourd'hui, absolument impensable il y a quelques années, mais peut-on encore parler de « livres » ?

Le format numérique sur « liseuse » est le plus proche du format papier avec une taille presque semblable, et comme la liseuse permet de stocker une grande quantité de livres en un minimum de place, elle possède souvent des dictionnaires intégrés, donc elle propose plus d'informations qu'un simple livre papier. Le livre audio est différent, car il permet au « lecteur », ou plutôt à l'auditeur, de pouvoir effectuer d'autres tâches en même temps : conduire, jardiner ou cuisiner. Mais est-ce que l'écoute d'un livre audio peut être considérée comme de la lecture ? On sait qu'il faut une vingtaine d'années pour former un lecteur compétent, capable de lire 280 mots par minute en les comprenant, mais aura-t-il la même compréhension à l'oral ? Si le sens d'un mot lui échappe il ne peut faire marche arrière... De plus la version audio, tout en gardant mot pour mot le texte d'origine, lui donne une voix, un accent qui peuvent changer le message. La BD est encore différente car elle « impose » ses images au lecteur, tout comme un film inspiré par un livre. En fait, il ne reste que la « trame » du livre d'origine. On devrait dire que c'est une BD « d'après » telle histoire, comme on dit que c'est un film « d'après tel roman ».

On sait que la lecture « traditionnelle » en plus d'enrichir la culture générale, développe de nombreuses facultés cognitives essentielles. Elle stimule la créativité et l'imagination en permettant de visualiser mentalement les scènes et personnages décrits. Elle améliore les capacités d'expression écrite et orale en proposant un vocabulaire riche et varié. Et surtout, elle est l'expression d'un auteur, de sa vision du monde. Pour approcher au plus près de cet auteur, il faut comprendre exactement ce qu'il a écrit, comme il l'a pensé et voulu.

C'est bien ce qu'essaient de faire tous les formats de livres : faire connaître un auteur, mais à des degrés divers. Un livre audio détaillant les sentiments complexes d'un personnage, ne sera pas perçu de la même façon si vous êtes sur une autoroute ou en train d'éplucher un oignon !!! Une BD en noir et blanc, caricaturale vous séduira moins qu'une BD aquarellée, ou bien l'inverse selon le sujet ! Autant de résultats différents à partir d'un même texte.

Cependant il y a un point commun à toutes ces lectures, comme le souligne la belle définition donnée par Victor Hugo : « Lire, c'est boire et manger. L'esprit qui ne lit pas maigrit comme le corps qui ne mange pas » On comprend que l'important, c'est de se nourrir !

Pain, fruit ou caviar, toute forme de lecture sera nourrissante...



Mai 2025

Formation

E'W'AG 360°

GUYAMAG KARUMAG MADINMAG

“Talents en attente : mode d'emploi”

Un dossier spécial pour valoriser les parcours de formation, de reconversion et les métiers porteurs dans nos territoires.



VIDÉOS

Les Prix de l'Impact ultramarin

Une cérémonie live sur YouTube où un influenceur remet 5 prix à des personnalités inspirantes dans les domaines du business, sport, culture, alimentation et social.

MAG EMPLOI by bonfilon

La première revue pour comprendre le marché du travail aux Antilles-Guyane

Un nouveau support RH pour explorer les tendances de l'emploi et valoriser les pratiques des entreprises aux Antilles-Guyane, avec un dossier spécial sur le retour au pays.

ÉVÉNEMENT

Meetup

Un tour des territoires autour d'une question clé : sommes-nous prêts pour les métiers d'avenir ? Tables rondes et échanges avec des experts en Guadeloupe, Guyane et Martinique.

Vous souhaitez communiquer ? CONTACTEZ-NOUS

GUYANE
0694 26 55 61

GUADELOUPE / SAINT-MARTIN
0690 37 54 82 / 0690 27 82 22

MARTINIQUE
0696 07 62 64 / 0696 81 60 43



Quand Mia a l'âge de son premier portable. Quand il faut absolument envoyer son dossier d'inscription avant minuit. Quand on ne sait pas comment fonctionne ce téléphone. Quand on est coupé du monde et qu'il faut donner des nouvelles. Quand on a cliqué un peu trop vite mais que c'est trop tard. Quand les plans de ce week-end tombent encore à l'eau. Quand la distance n'est plus une barrière. Quand on partage un moment avec quelques amis. Quand on voudrait décrocher mais qu'on ne peut pas raccrocher. Quand on est content d'être enfin chez soi, mais qu'on ne peut pas vivre sans wifi. Quand tout est coupé mais qu'on ne veut pas perdre le fil. Quand on tire parfois la langue pour se faire comprendre. Quand on ne veut pas être à l'arrêt en attendant le bus. Orange

est là